Catalogue

des enquêtes réalisées par la Dares

CHÔMAGE

CONDITIONS DE TRAVAIL ET SANTÉ

DURÉE DU TRAVAIL

EMPLOI

MÉTIERS ET QUALIFICATIONS

POLITIQUE DE L'EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

RELATIONS PROFESSIONNELLES

SALAIRES ET ÉPARGNE SALARIALE

TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

Date de mise à jour : **août 2012**

Direction de l'animation de la recherche
des études et des statistiques (Dares)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,
DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE
ET DU DIALOGUE SOCIAL

INTRODUCTION

La Dares s'est engagée depuis 2008 dans une politique de mise à disposition de ses enquêtes ce qui suppose en amont un recensement de ces sources et leur documentation. Dans ce but, la Dares a constitué un catalogue répertoriant toutes les enquêtes réalisées par la Dares depuis 1984, pour lesquelles la collecte est terminée et les fichiers finaux disponibles.

Ce catalogue est constitué de fiches descriptives par enquête, qui renseignent notamment sur les objectifs principaux des enquêtes, leur champ, la taille des échantillons et les taux de réponse, les publications disponibles, leur disponibilité éventuelle au réseau Quetelet, etc. Ces enquêtes sont classées en dix thèmes : Chômage, Conditions de travail, Contrats, Emploi, Gestion des ressources humaines, Politiques d'emploi et formation professionnelle, Relations professionnelles, Rémunérations, Santé et sécurité au travail, Temps de travail.

Toute édition d'une enquête donne lieu à une fiche, à l'exception des enquêtes régulières de périodicité annuelle ou infra-annuelle. Si ces dernières connaissent un changement de méthodologie, deux fiches sont alors élaborées, l'une avant refonte et l'autre après refonte.

Depuis 2009, date de réalisation du premier catalogue, la mise à jour du catalogue est annuelle. Le catalogue 2012 comporte 55 fiches. En 2012, 5 nouvelles enquêtes ont été ajoutées au catalogue : REPONSE 2010-2011 ; le devenir des signataires d'un contrat d'autonomie 2010-2011 ; l'enquête sur l'accompagnement renforcé des demandeurs d'emploi par les opérateurs privés de placement ou par Pôle emploi 2010-2011 ; l'enquête quantitative sur le RSA 2010-2011 et l'enquête sur l'insertion professionnelle des personnes handicapées 2011.

La mise à jour du catalogue est assurée par la Mission animation de la recherche (Mar). Pour tout renseignement, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante :

dares.mar@dares.travail.gouv.fr.

SOMMAIRE

Chômage **5**
Enquête sur l'accompagnement renforcé des demandeurs d'emploi par les opérateurs privés de placement ou par Pôle emploi 2010-2011 6
Enquête auprès des demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un parcours d'accompagnement renforcé 2008 7
Les sortants des listes de Pôle emploi depuis 2007 8
Les sortants des listes de l'ANPE (2001-2006) 9
Trajectoire des demandeurs d'emploi 1996 1997 1998 10

Conditions de travail **11**
Changements organisationnels et informatisation (COI) 2006 12
Changements organisationnels et informatisation (COI) 1997 13
Conditions de travail 2005 14
Conditions de travail 1998 15
Conditions de travail 1991 16
Conditions de travail 1984 17
Techniques et organisation du travail des travailleurs occupés (Totto) 1993 18
Techniques et organisation du travail des travailleurs occupés (Totto) 1987 19

Contrats **20**
Enquêtes sur le contrat nouvelles embauches 2006 - 2007 21

Emploi **22**
Prime pour l'emploi 2007 23
Enquête complémentaire Acemo sur la répartition des salariés et les conventions collectives depuis 1999 24
Les mouvements de main d'œuvre (EMMO) depuis 2007 25
Les mouvements de main d'œuvre (EMMO) 1996-2006 26
Enquête sur l'insertion professionnelle des personnes handicapées 2011 27
Enquête sur l'insertion professionnelle des personnes handicapées 2002 28
Enquête quantitative sur le RSA 2010-2011 29
Enquête Acemo sur les petites entreprises depuis 2006 30
Enquête Acemo sur les petites entreprises de 1999 à 2005 31

Gestion des ressources humaines **32**
Gestion des salariés de 50 ans ou plus 2009 33
Offre d'emploi et recrutement (Ofer) 2005 34

Politiques d'emploi et formation professionnelle **35**
Le devenir des bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation 2008-2009 36
Panel de salariés en contrats aidés du Plan de cohésion sociale et d'un échantillon témoin 2008-2009 37
Les particuliers utilisateurs de services à la personne 2008 38
Le devenir des stagiaires de la formation professionnelle 2008-2009 39
Enquête auprès des bénéficiaires du contrat de transition professionnelle, de la convention de reclassement personnalisée et d'autres licenciés économiques 2008 40

Les chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise ayant bénéficié de l'Accre deux ans après la création 2006 41
Les établissements utilisateurs de contrats aidés 2007 42
Devenir des signataires d'un contrat d'autonomie 2010-2011 43
Panel des bénéficiaires de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle 2002-2005 44

Relations professionnelles 46
La négociation collective et la représentation des salariés dans les entreprises depuis 2006 47
Relations professionnelles et négociations d'entreprise - REPONSE 2010-2011 48
Relations professionnelles et négociations d'entreprise - REPONSE 2004-2005 49
Relations professionnelles et négociations d'entreprise - REPONSE 1998-1999 50
Relations professionnelles et négociations d'entreprise - REPONSE 1992-1993 51

Rémunérations 52
Enquête Acemo sur la participation, l'intéressement, les plans d'épargne et l'actionnariat des salariés (Pipa) depuis 2007 53
Enquête Acemo sur la participation, l'intéressement, les plans d'épargne et l'actionnariat des salariés (Pipa) de 1999 à 2006 54
Enquête Acemo trimestrielle depuis 2000 55
Enquête Acemo annuelle de 2000 à 2005 56
Enquête Acemo sur les pratiques salariales des entreprises 2008 57
Enquête Acemo sur l'individualisation des hausses de salaires 1999-2005 58
Enquête Acemo sur les effets de la revalorisation du Smic et les garanties mensuelles de rémunération de 2003 à 2005 59
Enquête Acemo Smic (volet annuel de l'enquête Acemo trimestrielle) depuis 2006 60

Santé et sécurité au travail 61
Santé et itinéraire professionnel (SIP) 2007 - 2010 62
Surveillance médicale des risques professionnels (Sumer) 2010 63
Surveillance médicale des risques professionnels (Sumer) 2003 64
Surveillance médicale des risques professionnels (Sumer) 1994 65

Temps de travail 66
Enquête Acemo sur l'organisation du temps de travail 2007 67
L'évolution du recours aux heures supplémentaires et complémentaires et les pratiques de rachat des jours de congés auprès des salariés 2010 68
L'évolution du recours aux heures supplémentaires et complémentaires par les entreprises 2008 69
Enquête Acemo sur les pratiques de flexibilité dans les entreprises en 2000 70

Chômage

Retour sommaire

Enquête sur l'accompagnement renforcé des demandeurs d'emploi par les opérateurs privés de placement ou par Pôle emploi 2010-2011

Thème	Chômage
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	L'enquête vise plusieurs objectifs. 1/ Comparer deux dispositifs, aux modalités similaires, mais dont la mise en oeuvre est réalisée soit par des opérateurs privés de placement (OPP) soit par Pôle emploi (PE) : - il s'agit dans un cas d'un dispositif destiné aux demandeurs d'emploi en difficulté durable d'insertion et/ou dont les perspectives d'emploi sont limitées sur le bassin et/ou qui se confrontent pour la première fois au marché du travail. PE a mis en place un dispositif « Trajectoire emploi » (TRA) confié à des OPP (6 mois d'accompagnement renforcé des demandeurs d'emploi, 3 mois de suivi dans l'emploi). PE oriente également une partie de ce public vers un dispositif interne d'accompagnement renforcé des demandeurs d'emploi « Cap vers l'entreprise » (CVE) (d'une durée de 6 mois maximum). - l'autre dispositif concerne les licenciés économiques satisfaisant aux conditions d'éligibilité qui sont orientés selon les bassins d'emploi vers la convention de reclassement personnalisée (CRP) ou le contrat de transition professionnelle (CTP) ; ces dispositifs prévoient une durée d'accompagnement et d'appui au reclassement professionnel de 12 mois maximum et un suivi dans l'emploi de 3 mois. Depuis septembre 2009, Pôle emploi oriente une partie des personnes éligibles à la CRP ou au CTP vers des OPP en charge de l'accompagnement des licenciés économiques. 2/ Mesurer le retour à l'emploi suite aux diverses formes d'accompagnement dont bénéficient les demandeurs d'emploi licenciés économiques ou rencontrant des difficultés durables d'insertion et caractériser les parcours sur le marché du travail selon les publics. 3/ Eclairer le processus d'orientation des demandeurs d'emploi vers les différents dispositifs d'accompagnement et les motifs d'adhésion ou de non adhésion. 4/ Connaître le vécu des personnes durant l'accompagnement dont elles ont bénéficié et apprécier la pertinence des services rendus au regard des besoins des publics concernés.
Champ	Le champ de l'enquête est constitué des demandeurs d'emploi entrés dans l'un des différents dispositifs d'accompagnement présentés ci-dessus au cours de 2 mois de référence : novembre 2009 (cohorte 1) et mars 2010 (cohorte 2). Ces deux cohortes sont interrogées à 3 reprises : 8, 13 et 18 mois après l'entrée dans le dispositif.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Cohorte 1, vague 1 : 5 050 répondants, Taux de réponse à l'enquête de 56% (CRPCTP : 60%, TRACVE : 52%). Cohorte 1, vague 2 : 3 955 répondants, Taux de réponse à l'enquête de 78% (CRPCTP : 82%, TRACVE : 74%). Cohorte 1, vague 3 : 2 963 répondants, Taux de réponse à l'enquête de 75% (CRPCTP : 77%, TRACVE : 72%). Cohorte 2, vague 1 : 5 379 répondants, Taux de réponse à l'enquête de 60% (CRPCTP : 68%, TRACVE : 53%). Cohorte 2, vague 2 : 4 153 répondants, Taux de réponse à l'enquête de 77% (CRPCTP : 79%, TRACVE : 76%). Cohorte 2, vague 3 : 3 480 répondants, Taux de réponse à l'enquête de 84% (CRPCTP : 85%, TRACVE : 82%).
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	Trois vagues : - 8 mois après l'orientation vers un dispositif (juillet 2010 pour la première cohorte et en novembre 2010 pour seconde cohorte), - 13 mois après l'orientation (en décembre 2010 et en avril 2011) - 18 mois après l'orientation (en mai 2011 et en septembre 2011).
Mode de collecte	Enquête téléphonique
Documents de collecte en ligne	
Unités responsables de l'enquête	Dares - Département des politiques d'emploi (D-PE) Dares - Département du marché du travail (D-MT)
Premières publications	2012-002, Parent G., Pasquereau A. (Dares), Bonnet A., Gaignon A. (Pôle emploi), « Le recours aux opérateurs privés de placement pour l'accompagnement des demandeurs d'emploi en difficulté d'insertion : le retour à l'emploi à l'horizon de 8 mois », *Dares Analyses*, janvier.
Mots clefs	Chômage - Reclassement - Politiques de l'emploi
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Enquête auprès des demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un parcours d'accompagnement renforcé 2008

Thème	Chômage
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	En 2007, l'Unédic a décidé de sous-traiter pendant deux ans 46 000 parcours d'accompagnement renforcé par an à des opérateurs privés de placement, sélectionnés suite à un appel d'offres. L'ANPE a, pour sa part, lancé le dispositif « Cap vers l'entreprise » qui expérimente, dans six régions, de nouvelles formes d'accompagnement renforcé pour 40 000 demandeurs d'emploi en « Parcours 3 » (publics éloignés de l'emploi) par des équipes de l'ANPE spécifiquement dédiées à cette expérimentation. Ces deux expérimentations ont été menées conjointement selon les principes d'une expérimentation contrôlée, fondée sur l'affectation aléatoire (par tirage au sort) des demandeurs d'emploi entre les différents groupes de traitement (par un opérateur privé ou dans le dispositif « Cap vers l'entreprise ») et le parcours classique de l'ANPE, qui sert de groupe de contrôle. L'enquête avait pour objectif de recueillir des informations sur : - les motifs d'adhésion ou de refus aux parcours d'accompagnement renforcé ; - le contenu des parcours d'accompagnement et l'opinion des demandeurs d'emploi sur ce contenu ; - les caractéristiques des emplois occupés à la fin du parcours et l'opinion des demandeurs d'emploi sur ces emplois.
Champ	Les demandeurs d'emploi du flux d'entrée à l'ANPE sélectionnés pour participer à l'expérimentation « Opérateurs privés de placement - Cap vers l'entreprise » pendant le second trimestre de l'année 2007.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	4 754 demandeurs d'emploi répondants. Taux de réponse à l'enquête de 53 %.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	2008
Mode de collecte	Enquête téléphonique
Documents de collecte en ligne	
Unités responsables de l'enquête	Dares - Département des politiques d'emploi (D-PE) Dares - Département du marché du travail (D-MT)
Premières publications	2009 - 41.2, Gratadour C. en collaboration avec Le Barbanchon T., « Les expérimentations d'accompagnement renforcé de l'Unédic et de l'ANPE : Contenu des parcours d'accompagnement et opinion des bénéficiaires », *Premières Synthèses*, Dares. 2009 - 41.1, Gratadour C., « Les expérimentations d'accompagnement renforcé de l'Unédic et de l'ANPE : Analyse du processus d'entrée en parcours d'accompagnement », *Premières Synthèses*, Dares. 2009, Behaghel L., Crépon B., Gurgand M. (Crest) « Evaluation d'impact de l'accompagnement des demandeurs d'emploi par les opérateurs privés de placement et le programme Cap vers l'entreprise », *Rapport final*, septembre. 2009, Behaghel L., Crépon B., Gurgand M., (Crest), Le Barbanchon T., (Dares) « Sample Attrition Bias in Randomized Experiments : A Tale of Two Surveys », *IZA working* paper 4162. 2008 - 1, Behaghel L., Crépon B., Klein D, Guitard J., Gurgand M., (Crest), Gratadour C., (Dares), Clément S., (Unedic) « L'évaluation des expérimentations », L'accompagnement renforcé des demandeurs d'emploi. Document de synthèse : 2009 - L'évaluation des expérimentations d'accompagnement renforcé des demandeurs d'emploi conduites par l'Unédic et l'ANPE en 2007, Dares.
Mots clefs	Chômage - Reclassement - Politiques de l'emploi
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Les sortants des listes de Pôle emploi depuis 2007

Thème	Chômage
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	L'enquête a pour objectif de fournir des estimations trimestrielles des véritables motifs de sortie des listes de Pôle emploi des demandeurs d'emploi, de façon à éclairer plus précisément la question de la reprise d'emploi, de qualifier la nature des emplois retrouvés (contrat de travail, durée du travail, satisfaction de l'emploi retrouvé, etc.) et de connaître la situation professionnelle au moment de l'enquête (soit trois mois après la sortie des listes de Pôle emploi) des demandeurs d'emploi sortis pour reprise d'emploi.
Champ	Les sortants des listes (catégories A, B, C) de Pôle emploi en France métropolitaine et depuis l'enquête auprès des sortants de juin 2011, quatre départements d'Outre Mer (Réunion, Martinique, Guyane et Guadeloupe). La population retenue ne comprend que des personnes susceptibles d'être en reprise d'emploi sur la période étudiée. Sont donc interrogées les personnes qui ont déclaré avoir repris un emploi, celles dont la déclaration est imprécise ou qui ont omis de répondre à Pôle emploi. Sont hors champ de l'enquête les sortants pour cause de maladie ou maternité, entrée en formation, retraite ou dispense de recherche d'emploi, transfert de site de rattachement à Pôle emploi.
Lien avec d'autres enquêtes	Suite de l'enquête Sortants ANPE à partir de 2007
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Chaque trimestre, 17 000 demandeurs d'emploi sortis des listes de Pôle emploi le dernier mois du trimestre précédent l'enquête sont enquêtés par téléphone dans la France entière : 2 000 sur un questionnaire dit « long », 13 000 sur un questionnaire dit « court » et, depuis juin 2011, 2 000 sur un questionnaire dit « court » dans les départements d'Outre mer. A chaque vague trimestrielle, Pôle emploi procède au tirage de 30 000 demandeurs d'emploi dans la base des sortants du dernier mois du trimestre de France métropolitaine et de 6 000 demandeurs d'emploi dans les quatre Dom. Le taux de réponse moyen à l'enquête est de 60 % en France métropolitaine et de 35 % dans les Dom. Au total, par an, 60 000 demandeurs d'emploi sont interrogés en France métropolitaine et 8 000 dans les quatre Dom.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Trimestrielle (mars, juin, septembre, décembre)
Année de collecte	1ère vague d'enquête : sortants en mars 2007.
Mode de collecte	Enquête téléphonique
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département du marché du travail (D-MT)
Dernières publications	2011-090, « Les sortants des listes des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, de 2007 à 2010 », *Dares Analyses*, décembre. 2012-035, « Les sortants des listes des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, en septembre 2011 », *Dares Indicateurs*, décembre. 2012-047, « Les sortants des listes des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, en décembre 2011 », *Dares Indicateurs*, juillet.
Mots clefs	Chômage
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Les sortants des listes de l'ANPE 2001-2006

Thème	Chômage
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	L'enquête a pour objectif de fournir des estimations trimestrielles des véritables motifs de sortie des listes ANPE des demandeurs d'emploi, de façon à éclairer plus précisément la question de la reprise d'emploi, et de qualifier la qualité des emplois retrouvés (type de contrat, durée du travail, etc.) ainsi que leur durée. La situation professionnelle est examinée trois mois après la sortie des listes ANPE.
Champ	Sont retenus dans le champ de l'enquête, les demandeurs d'emploi sortis qui étaient inscrits en catégorie 1, 2 ou 3 (y compris les activités réduites), en France métropolitaine, dont le motif de sortie est une reprise d'emploi, une absence au contrôle, une radiation, ou le motif « autre » des listes de demandeurs d'emploi. Les radiations administratives appartiennent au champ depuis l'enquête juin 2002. Sont exclus du champ de l'enquête, les individus sortis pour entrée en stage, service militaire, maladie, maternité, accident du travail, retraite, changement Agence locale pour emploi, dispense de recherche d'emploi, et les autres cas (non précisé, fin de convention de coopération, non confirmation de l'inscription Assédic, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, titre de séjour non valide, décès et Déclaration Simplifiée Mensuelle illisible).
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Pour chaque vague d'enquête, la sélection de l'échantillon est effectuée selon la méthode des quotas à partir d'un fichier témoin de 8 000 demandeurs d'emploi constitué par tirage aléatoire. La taille de l'échantillon est de 2 300 personnes interrogées. Le taux de réponse à l'enquête est, en moyenne, de 60%.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Trimestrielle (mars, juin, septembre, décembre) - 1ère vague : juin 2001
Année de collecte	2001 - 2006
Mode de collecte	Enquête téléphonique
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département du marché du travail (D-MT)
Dernières publications	2003-11.1, Chazal J. (Dares), Lacroix J. (Insee), Poujouly C. (ANPE), « Les sorties du chômage vers l'emploi » *Premières Synthèses*, Dares. 2005-13.3, Malaquin M., Néros B., Seroussi G. (Dares), « Le marché du travail à la fin du quatrième trimestre 2004 », *Premières Informations,* Dares. 2006-50.2, Monneraye O. (Dares), « Le marché du travail au quatrième trimestre 2005 : recul du nombre de demandeurs d'emploi avec ou sans activité réduite », *Premières Informations,* Dares. 2007-34.1, Debauche E., Deroyon T., Mikol F., Monneraye O., Néros B., Okba M., Seroussi G., Valdelièvre H., (Dares), « Le marché du travail au second semestre 2006 : recul toujours important du nombre de demandeurs d'emploi avec ou sans activité réduite », *Premières Informations,* Dares.
Mots clefs	Chômage
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Trajectoires des demandeurs d'emploi 1996 1997 1998

Thème	Chômage
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	Suivre les trajectoires professionnelles d'un panel d'entrants sur les listes de demandeurs d'emploi, en les reliant en particulier aux caractéristiques du marché du travail local.
Champ	L'enquête porte sur huit panels locaux d'individus entrés sur les listes de demandeurs d'emploi (en catégories 1, 2 ou 3) au cours du deuxième trimestre 1995 et ayant moins de 55 ans à la date de l'enquête. L'enquête s'est déroulée dans huit zones d'emploi situées dans les régions Paca, Nord-Pas de Calais et Ile-de-France.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	8 125 répondants à la première interrogation, parmi lesquels 6 480 ont répondu à la deuxième, et 5 262 à la troisième.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	1996 (1ère interrogation) - 1997 (2ème interrogation) - 1998 (3ème et 4ème interrogations)
Mode de collecte	Première interrogation en face à face. Les deux suivantes par téléphone. Une quatrième vague dans le Nord-Pas de Calais uniquement, par téléphone.
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département du marché du travail (D-MT)
Premières publications	1998-26.1, Pignoni M.T., Poujouly C., Viney X. (Dares), « Sortir du chômage : des chances inégales selon le contexte local » *Premières Synthèses,* Dares. 1999-37.1, Canceill G., Huyghues Despointes H. (Dares), « L'inscription à l'ANPE et après : itinéraires de chômeurs » *Premières Synthèses,* Dares.
Mots clefs	Demandeurs d'emploi - Chômage - Reprise d'emploi - Ile-de-France - Nord-Pas de Calais - Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca)
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

Conditions de travail

Retour sommaire

Changements organisationnels et informatisation (COI) 2006

Thème	Conditions de travail
Unité statistique enquêtée	Entreprises et individus
Objectifs principaux	Le volet « entreprises » de l'enquête (dit enquête COI-TIC) cherche à cerner la manière dont l'entreprise mobilise les outils de gestion de l'organisation du travail et des ressources humaines et les outils techniques couramment regroupés sous les termes de TIC (Technologies de l'Information et de la Communication). Le volet « salariés » (dit enquête COI auprès des salariés) apporte une information complémentaire au volet « entreprises » sur les caractéristiques organisationnelles des postes de travail et sur les usages des TIC. L'ensemble de l'enquête vise à évaluer les effets des changements dans l'organisation et l'outillage informatique des entreprises sur les l'organisation du travail des salariés, leurs compétences, leur formation, les conditions de travail, les salaires.
Champ	Les entreprises de 10 salariés et plus du secteur privé et les salariés de celles de 20 salariés et plus.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Volet entreprises : 18 000 entreprises de 10 salariés et plus du secteur privé ont été sélectionnées, le taux de réponse était de 84%. Parmi les 14 000 entreprises de 20 salariés et plus, 7 700 ont été couplées avec le volet salariés pour lequel 20 000 individus ont été sélectionnés (dans les DADS) et ont répondu à 70% (soit 14 690 salariés répondants).
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	1997 et 2006
Année de collecte	2006
Mode de collecte	Volet entreprises : autoquestionnaire Volet salariés : enquête téléphonique ou entretien en face à face en cas d'absence de téléphone
Documents de collecte en ligne	Questionnaire principal salariés Questionnaire secondaire salariés ayant quitté l'entreprise
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des conditions de travail et santé (D-CTS)
Premières publications	2011 - 11, Algava E., Amira S., (Dares) « Sous-traitance : des conditions de travail plus difficiles chez les preneurs d'ordres », *Dares Analyses*, février. 2010 - 82, Amira S., (Dares) « Les femmes occupent un emploi où le travail semble moins épanouissant », *Dares Analyses*, décembre.
Mots clefs	Conditions de travail - Santé au travail
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

Changements organisationnels et informatisation (COI) 1997

Thème	Conditions de travail
Unité statistique enquêtée	Entreprises et individus
Objectifs principaux	Le volet « entreprises » de l'enquête cherche à cerner la manière dont l'entreprise mobilise les outils de gestion de l'organisation du travail et des ressources humaines et les outils techniques couramment regroupés sous les termes de TIC (Technologies de l'information et de la communication). Le volet auprès des salariés apporte une information complémentaire au volet « entreprises » sur les caractéristiques organisationnelles des postes de travail et sur les usages des TIC. L'ensemble de l'enquête vise à évaluer les effets des changements dans l'organisation et l'outillage informatique des entreprises sur l'organisation du travail des salariés, leurs compétences, leur formation, les conditions de travail, les salaires.
Champ	Les entreprises de 20 salariés et plus du secteur industriel, des industries agroalimentaires, d'une branche des services (les experts comptables) et d'une branche du commerce (les magasins de bricolage) ainsi que leurs salariés (enquête couplée).
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	8 812 salariés sélectionnés, taux de réponse de 71% (11% n'ont pu être contactés, 10% avaient quitté l'entreprise entre temps et 8% ont refusé l'enquête).
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	1997 et 2006
Année de collecte	1997
Mode de collecte	Volet entreprises : autoquestionnaires rempli par le chef d'entreprise, le DRH… Volet salariés : enquête téléphonique ou entretiens en face à face en cas d'absence de téléphone.
Documents de collecte en ligne	Questionnaire salarié
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des conditions de travail et santé (D-CTS)
Premières publications	2003 - 20.1, Greenan N. (CEE), Hamon-Cholet S. (Dares), Walkowiak E. (Iris), « Autonomie et communication dans le travail : les effets des nouvelles technologies », *Premières Synthèses*, Dares. 2000 - 09.3, Greenan N. (CEE), Hamon-Cholet S. (Dares), « Les salariés industriels face aux changements organisationnels en 1997 », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Conditions de travail - Santé au travail
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Conditions de travail 2005

Thème	Conditions de travail
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	Les principaux objectifs de l'enquête sont : - de décrire et analyser les situations de travail des actifs occupés, en particulier les horaires et l'organisation du temps de travail, l'organisation et le contenu du travail, les contraintes et pénibilités, les accidents du travail (processus de déclaration et suites) - de faire le lien entre les différentes composantes du travail - de décrire l'usage des technologies, en particulier les plus récentes, et d'estimer leur impact sur le travail - de décrire les risques professionnels et les pratiques de prévention, dans le but de cerner comment le thème de la sécurité et de la santé au travail est perçu par le salarié (objectif nouveau par rapport à 1998).
Champ	Actifs occupés (salariés ou non) des ménages ordinaires de France métropolitaine.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête complémentaire à l'enquête Emploi (Insee)
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Echantillon constitué des actifs occupés interrogés lors de l'enquête Emploi de l'année 2005 et appartenant au « sixième sortant » de cet échantillon, soit 22 768 personnes. Quand il y a plus de 2 actifs occupés dans le même logement, 2 sont tirés au sort ce qui a exclu 617 personnes du champ. Sur les 22 151 restants, 18 789 ont répondu et leur questionnaire est complet, soit 85 %.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Tous les 7 ans (1978, 1984, 1991, 1998 et 2005)
Année de collecte	2005
Mode de collecte	Entretiens avec enquêteur en face à face sous CAPI
Documents de collecte en ligne	Questionnaire CAPI
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département conditions de travail (CTS)
Premières publications	2007 - 01.2, Bué J., Coutrot T., Hamon-Cholet S., Vinck L., (Dares) « Conditions de travail : une pause dans l'intensification du travail », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Conditions de travail - Santé et sécurité au travail - Salarié - Durée du travail - Accident du travail - Prévention des risques professionnels
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

Conditions de travail 1998

Thème	Conditions de travail
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	Les principaux objectifs de l'enquête sont : - de décrire et analyser les situations de travail des actifs occupés, en particulier les horaires et l'organisation du temps de travail, l'organisation et le contenu du travail, les contraintes et pénibilités, les accidents du travail (processus de déclaration et suites) - de faire le lien entre les différentes composantes du travail - de décrire l'usage des technologies, en particulier les plus récentes, et d'estimer leur impact sur le travail - de décrire les risques professionnels
Champ	Actifs occupés de 15 ans ou plus des ménages ordinaires de France métropolitaine
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête complémentaire à l'enquête Emploi (Insee)
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Echantillon constitué des actifs occupés interrogés lors de l'enquête Emploi de mars 1998 et appartenant au « tiers sortant » de cet échantillon, soit 22 927 personnes. Le nombre de répondants est de 21 380, soit 93 %.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Tous les 7 ans (1978, 1984, 1991, 1998 et 2005)
Année de collecte	1998
Mode de collecte	Entretiens avec enquêteur en face à face sous CAPI.
Documents de collecte en ligne	Questionnaire CAPI
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des conditions de travail et santé (D-CTS)
Premières publications	1999 - 32.1, Bué J., Rougerie C., (Dares) « L'organisation du travail : entre contrainte et initiative », *Premières Synthèses*, Dares. 1998 - 53.2, Cézard M., Vinck L., (Dares) « En 1998, plus d'un salarié sur deux utilise l'informatique dans son travail » *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Conditions de travail - Santé et sécurité au travail - Salarié - Durée du travail - Accident du travail
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

Conditions de travail 1991

Thème	Conditions de travail
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	Les principaux objectifs de l'enquête sont : - de décrire et analyser les situations de travail des actifs occupés, en particulier les horaires et l'organisation du temps de travail, l'organisation et le contenu du travail, les contraintes et pénibilités, les accidents du travail (processus de déclaration et suites) - de décrire l'usage des technologies, en particulier les plus récentes, et d'estimer leur impact sur le travail - de décrire les risques professionnels Des questions nouvelles par rapport aux précédentes enquêtes Conditions de travail de 1978 et 1984, couvrent les aspects de charge mentale et les facteurs de « stress »)
Champ	Actifs occupés (salariés ou non) des ménages ordinaires de France métropolitaine.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête complémentaire à l'enquête Emploi (Insee)
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Echantillon constitué des actifs occupés interrogés dans l'enquête Emploi de mars 1991 et appartenant au « tiers sortant » de cet échantillon. Parmi elles, 20 929 personnes ont répondu.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Tous les 7 ans (1978, 1984, 1991, 1998 et 2005)
Année de collecte	1991
Mode de collecte	Entretiens en face à face
Documents de collecte en ligne	Questionnaire
Unités responsables de l'enquête	Dares Insee (Institut national de la statistique et des études économiques)
Premières publications	1991 - 253, Cézard M., Dussert F., Gollac M., (Dares) « Les changements dans l'organisation du travail, premiers résultats de l'enquête conditions de travail », *Premières Informations*, SES, Ministère du Travail.
Mots clefs	Conditions de travail - Santé et sécurité au travail - Salarié - Durée du travail - Accident du travail
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

Conditions de travail 1984

Thème	Conditions de travail
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	Les principaux objectifs de l'enquête sont de décrire et d'analyser les situations de travail des actifs occupés, en particulier les horaires et l'organisation du temps de travail, l'organisation et le contenu du travail, les contraintes et pénibilités, les accidents du travail.
Champ	Salariés des ménages ordinaires de France métropolitaine.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête complémentaire à l'enquête Emploi (Insee)
Taille de l'échantillon et taux de réponse	L'échantillon était constitué des salariés interrogés pour l'enquête Emploi et résidant dans le tiers sélectionné des ménages, soit 17 637 salariés.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Tous les 7 ans (1978, 1984, 1991, 1998 et 2005)
Année de collecte	1984
Mode de collecte	Entretiens en face à face
Documents de collecte en ligne	Questionnaire
Unités responsables de l'enquête	Dares Insee (Institut national de la statistique et des études économiques)
Premières publications	1986 - 20, Bué J., Cristofari M-F., (Dares) « Contraintes et nuisances dans la vie de travail », *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, Dares. 1985 - 17, Bué J., Cristofari M-F., (Dares) « Horaires et aménagement du temps de travail des salariés en mars 1984 », *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi*, Dares.
Mots clefs	Conditions de travail - Santé et sécurité au travail - Salarié - Durée du travail - Accident du travail
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

Techniques et organisation du travail des travailleurs occupés (Totto) 1993

Thème	Conditions de travail
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	L'objectif de l'enquête est de décrire l'organisation du travail dans les entreprises et en particulier l'utilisation des nouvelles technologies par les salariés. Elle vise en outre à étudier le lien entre l'organisation du travail et l'usage des technoloiges d'une part, et les salaires et horaires de travail d'autre part. Pour ce faire, le questionnaire de l'enquête décrit les horaires, l'organisation du travail, l'utilisation de robot, machine à commande numérique, micro-ordinateur et les conséquences de cette utilisation (pause spéciale, complément de salaire, prime, horaire réduit, transformation du travail personnel, tâches nouvelles etc.)
Champ	Actifs occupés de 15 ans ou plus résidant dans un ménage ordinaire de France métropolitaine.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête Emploi
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Echantillon tiré dans le tiers sortant de l'échantillon de l'enquête Emploi de 1993, soit 20 564 répondants.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Deux éditions seulement, 1987 et 1993, remplacée ensuite par COI
Année de collecte	1993
Mode de collecte	Entretiens en face à face
Documents de collecte en ligne	Questionnaire Consignes aux enquêteurs
Unités responsables de l'enquête	Dares Insee (Institut national de la statistique et des études économiques)
Premières publications	1994 - 49, Aquain V., Cézard M., Gollac M., Vinck L., (Dares) « L'usage des nouvelles technologies continue de s'étendre », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Conditions de travail - Durée du travail
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

Techniques et organisation du travail des travailleurs occupés (Totto) 1987

Thème	Conditions de travail
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	L'objectif de l'enquête est de décrire l'organisation du travail dans les entreprises et en particulier l'utilisation des nouvelles technologies par les salariés. Elle vise en outre à étudier le lien entre l'organisation du travail et l'usage des technoloiges d'une part, et les salaires et horaires de travail d'autre part. Pour ce faire, le questionnaire de l'enquête décrit les horaires, l'organisation du travail, l'utilisation de robot, machine à commande numérique, micro-ordinateur et les conséquences de cette utilisation (pause spéciale, complément de salaire, prime, horaire réduit, transformation du travail personnel, tâches nouvelles etc.)
Champ	Actifs occupés de 15 ans ou plus résidant dans un ménage ordinaire de France métropolitaine.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête Emploi
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Echantillon tiré dans le tiers sortant de l'échantillon de l'enquête Emploi de 1987, soit 19 571 répondants.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Deux éditions seulement, 1987 et 1993, remplacée ensuite par COI
Année de collecte	1987
Mode de collecte	Entretiens en face à face
Documents de collecte en ligne	Questionnaire
Unités responsables de l'enquête	Dares Insee (Institut national de la statistique et des études économiques)
Premières publications	1988 - 112, Bué J., Gollac M., (Dares) « Techniques et organisation du travail », *Premiers résultats,* Insee 1988 - 35, Gollac M., (Dares) « La micro-informatique professionnelle », *Travail et Emploi*, Dares.
Mots clefs	Conditions de travail - Durée du travail
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

Contrats

Retour sommaire

Enquêtes sur le contrat nouvelles embauches 2006 - 2007

Thème	Contrats
Unité statistique enquêtée	Entreprises et individus
Objectifs principaux	L'objectif de l'enquête auprès des entreprises est d'avoir des informations sur l'utilisation du contrat nouvelles embauches (CNE) environ 6 mois après sa mise en place (août 2005). Un échantillon témoin d'entreprises ayant déclaré aux Urssaf une intention d'embauche sous CDD ou CDI permet aussi de comparer les ruptures entre les trois types de contrat. Les entreprises ont été interrogées à 3 reprises (en mars 2006, octobre 2006 et novembre 2007). Ces réinterrogations ont permis de recueillir selon le type de contrat : le taux de rupture, les caractéristiques sociodémographiques des salariés, le secteur et la taille de l'entreprise, les raisons du choix du contrat par l'employeur. La troisième interrogation a permis de connaître le devenir des salariés deux ans après leur embauche pour les salariés recrutés en octobre 2005 et dix-huit mois après pour ceux recrutés en mai 2006. L'enquête auprès de salariés (réalisée en janvier, février 2008) avait pour objectif de recueillir le point de vue des salariés sur le contrat nouvelles embauches, relativement au CDI et au CDD. Elle a permis de mieux connaître leur perception du contrat de travail, leurs caractéristiques selon le type de contrat, leurs trajectoires professionnelles antérieures, leur situation un an et demi après l'embauche, et si ils ont quitté l'entreprise, les raisons de ce départ et leur taux de retour à l'emploi.
Champ	Enquête entreprises : entreprises de moins de 20 salariés du secteur privé en France métropolitaine ayant procédé à une déclaration unique d'embauche (DUE) en CNE, CDI ou CDD de plus d'un mois auprès des Urssaf en octobre 2005 ou mai 2006 Enquête salariés : salariés embauchés en CNE, CDI ou CDD de plus d'un mois par une entreprise ou une association de moins de 20 salariés en mars ou avril 2006
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Première interrogation des entreprises à partir des DUE d'octobre 2005 : échantillon 5 664, taux de réponse 64% (3 625 entreprises) Deuxième interrogation des entreprises à partir des DUE de mai 2006 : échantillon 6 868, taux de réponse 44% (3 021 entreprises) Troisième interrogation des entreprises : échantillon 3 128, taux de réponse 88 % Enquête salariés : échantillon 20 880, taux de réponse 26%.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	Volet entreprises : avril 2006, 4ème trimestre 2006, 4ème trimestre 2007 Volet salariés : 1er trimestre 2006
Mode de collecte	Enquêtes téléphoniques
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département de l'emploi (D-E)
Premières publications	2009 - 26.2, Lagarenne C., Rémy V., (Dares) « Le contrat nouvelles embauches vu par les salariés », *Premières Synthèses*, Dares. 2008 - 39.1, Lagarenne C., Minni C., Rémy V., (Dares) « Du contrat nouvelles embauches au CDI », *Premières Synthèses,* Dares. 2007 - 9.1, Junod B., Lagarenne C., Minni C. (Dares) et Berné L. (Acoss), « Le contrat nouvelles embauches un an après », *Premières Synthèses*, Dares. 2006 -26.4, Junod B., Lagarenne C., Minni C. (Dares), Berné L. (Acoss), « Le contrat nouvelles embauches », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Emploi
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Emploi

Retour sommaire

Prime pour l'emploi 2007

Thème	Emploi
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	La prime pour l'emploi (PPE) a été mise en place en 2001 et bénéficie à des foyers fiscaux dont l'un des membres a perçu des revenus d'activité et dont la rémunération horaire est faible. Le dispositif, qui a été modifié à plusieurs reprises au fil des ans, a une double finalité, redistributive et incitative. L'enquête vise à mieux comprendre le volet incitatif de la PPE, sans toutefois prétendre fournir une mesure de ses effets sur l'emploi. Elle cherche notamment à mesurer la connaissance du dispositif PPE auprès de ses bénéficiaires effectifs ou potentiels, à améliorer la connaissance des coûts liés à l'emploi et notamment des freins monétaires et non monétaires à l'augmentation de l'offre de travail, et à clarifier le rôle de la PPE dans le jeu des incitations et des freins à l'augmentation de l'offre de travail. L'enquête vise enfin à analyser la trajectoire professionnelle des bénéficiaires de la PPE, notamment en termes de transition du non-emploi vers l'emploi (reprise d'emploi), et mettre en évidence d'éventuels freins à la reprise d'emploi ou au maintien en emploi.
Champ	Individus âgés de 23 à 55 ans en 2007 et qui ont eu des revenus mensuels d'activité de moins de 1,5 Smic en 2005
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	12 600 enquêtés. Taux de réponse : 26 %, soit 3 280 répondants.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	2007
Mode de collecte	Entretiens en face à face
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Mission analyse économique (MAE)
Premières publications	2008-24.1, Mikol F., Vicard A. (Dares), Bonnefoy V., Mirouse B. (Drees) « La question financière : une préoccupation importante des actifs sans être perçue comme le principal frein au retour à l'emploi », *Premières Synthèses*, Dares. 2008-24.2, Mikol F., Vicard A. (Dares), Bonnefoy V., Mirouse B. (Drees) « La prime pour l'emploi : un dispositif bien connu dans son principe, peu dans ses modalités », *Premières Synthèses,* Dares.
Mots clefs	Chômage - Emploi - Salaires
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Enquête complémentaire Acemo sur la répartition des salariés et les conventions collectives depuis 1999

Thème	Emploi
Unité statistique enquêtée	Etablissements
Objectifs principaux	L'enquête a pour objectifs : - de mesurer la couverture conventionnelle de branche des établissements et des salariés ; - d'attribuer aux établissements de l'échantillon un code de convention collective principale ; - de définir des emplois repères pour le suivi des salaires de base dans l'enquête trimestrielle ; - de connaître la répartition des salariés par niveau de qualification professionnelle et ainsi calculer des pondérations individuelles pour l'exploitation de l'enquête trimestrielle.
Champ	Etablissements des entreprises de 10 salariés ou plus, situés en France métropolitaine, entrants dans l'échantillon de l'enquête trimestrielle Acemo. Sont exclus les établissements d'activité principale et de catégorie juridique suivantes : agriculture, administration, syndicats de copropriété, associations de loi 1901 de l'action sociale, activités des ménages et activités extraterritoriales. En 2005, exceptionnellement, l'enquête a été conduite sur l'ensemble de l'échantillon de l'enquête trimestrielle Acemo et non le seul sous-échantillon entrant.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête trimestrielle Acemo.
Taille de l'échantillon et taux de réponse	L'échantillon comporte 10 000 établissements (sauf en 2005 : environ 34 000 établissements). Le taux de réponse moyen est de 60 %.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Annuelle
Année de collecte	Depuis 1999
Mode de collecte	Enquête postale.
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des salaires et des conventions salariales (D-SCS)
Dernières publications	2006-46.2, Combault P. (Dares), « La couverture conventionnelle a fortement progressé entre 1997 et 2004 », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Emploi
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Les mouvements de main d'œuvre (EMMO) depuis 2007

Thème	Emploi
Unité statistique enquêtée	Etablissements
Objectifs principaux	L'enquête vise à décrire les mouvements de personnel par nature du contrat ou motif de sortie. Elle permet de compléter, pour les établissements de 1 à 49 salariés, les informations obtenues grâce à la déclaration des mouvements de main-d'œuvre (DMMO) qui porte sur les établissements de 50 salariés et plus.
Champ	L'enquête couvre la France métropolitaine et les Dom. L'enquête couvre les activités principales définies par les codes APE 01 à 96 (sauf 78.20 Z et 88.10 C). Tous les codes juridiques suivants sont exclus : 32, 4130, 71, 72, 73, 74 et 75. La SNCF et l'ONIC sont exclus.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Environ 50 000 établissements enquêtés par l'EMMO chaque trimestre (environ 50 000 établissements sont assujettis à la DMMO). Taux de réponse stable d'environ 80 %.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Trimestrielle
Année de collecte	Depuis 2007
Mode de collecte	Enquête postale (un envoi et un rappel), portail internet et Echange de données informatisé (EDI)
Documents de collecte en ligne	Notice explicative Questionnaire 2011
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département de l'emploi (D-E)
Dernières publications	2012-046, Paraire X., Ettouati S. (Dares), « Les mouvements de main-d'œuvre au 1er trimestre 2012 : le repli des entrées s'accentue », *Dares Indicateurs*, juillet. 2012-030, Paraire X. (Dares), « Les mouvements de main-d'œuvre au 4e trimestre 2011 : le recul des entrées se confirme », *Dares Indicateurs*, mars.
Mots clefs	Emploi
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Les mouvements de main-d'œuvre (EMMO) 1996-2006

Thème	Emploi
Unité statistique enquêtée	Etablissements
Objectifs principaux	L'enquête vise à décrire les mouvements de personnel par nature du contrat ou motif de sortie. Elle permet de compléter, pour les établissements de 10 à 49 salariés, les informations obtenues grâce à la déclaration des mouvements de main-d'œuvre (DMMO) qui porte sur les établissements de 50 salariés et plus.
Champ	L'enquête couvre la France métropolitaine et les Dom. L'enquête couvre les activités principales définies par les codes APE 01 à 96 (sauf 78.20 Z et 88.10 C). Tous les codes juridiques suivants sont exclus : 32, 4130, 71, 72, 73, 74 et 75. La SNCF et l'ONIC sont exclus.
Lien avec d'autres enquêtes	Non.
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Environ 50 000 établissements enquêtés par l'EMMO chaque trimestre (environ 45 000 établissements sont assujettis à la DMMO). Taux de réponse stable d'environ 70%.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Trimestrielle
Année de collecte	De 1996 à 2006
Mode de collecte	Enquête postale (un envoi et un rappel)
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département de l'emploi (D-E)
Dernières publications	2008-16.3, Loquet G., (Dares) « Les mouvements de main-d'œuvre en 2006 », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Emploi
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Enquête sur l'insertion professionnelle des personnes handicapées 2011

Thème	Emploi
Unité statistique enquêtée	Ménages et individus
Objectifs principaux	L'enquête répond à une demande européenne. Du point de vue de la Commission européenne, le module complémentaire de 2011 a pour objectif de décrire la situation sur le marché du travail des personnes handicapées et de la comparer à celle du reste de la population en âge de travailler.
Champ	France métropolitaine et Dom. Les unités enquêtées sont des ménages et à l'intérieur de ces ménages, les personnes âgées de 15 à 64 ans.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête Emploi 2011.
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Non connu
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Enquête ponctuelle à reconduction irrégulière, ré-édition d'une enquête effectuée en 2002.
Année de collecte	2011
Mode de collecte	Entretiens en face à face - questionnaire capisé
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des métiers et qualifications (D-MQ)
Premières publications	En cours
Mots clefs	Emploi - Les travailleurs handicapés - Santé au travail
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Enquête sur l'insertion professionnelle des personnes handicapées 2002

Thème	Emploi
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	Enquête réalisée dans le cadre des modules complémentaires aux enquêtes européennes « Forces de travail ». Pour la France, l'enquête sur l'insertion professionnelle des personnes handicapées est réalisée en complément de l'enquête Emploi. L'enquête a pour objectif de fournir une information détaillée sur la situation d'emploi ou d'inactivité des personnes handicapées ou souffrant de problèmes de santé depuis au moins 6 mois. Les thèmes abordés sont : l'existence de problèmes de santé de longue durée ou d'un handicap, leur ancienneté et leurs causes ; les liens entre ces problèmes de santé et la situation d'emploi ; la reconnaissance administrative ou non du handicap. L'enquête évoque également brièvement les types d'assistance qui pourraient être nécessaires pour améliorer l'accès à l'emploi des personnes handicapées
Champ	France métropolitaine. Personnes de 15 à 64 ans ayant déclaré la prévalence d'un handicap.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête complémentaire à l'Enquête Emploi 2002
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Parmi les 38 384 personnes de 15 à 64 ans issues du tiers sortant de l'enquête Emploi de 2002 interrogées sur la prévalence d'un problème de santé ou d'un handicap, environ 9 000 en ont déclaré un et ont répondu au volet complémentaire
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Enquête ponctuelle à reconduction irrégulière
Année de collecte	2002
Mode de collecte	Entretien en face à face
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des métiers et qualifications (D-MQ)
Premières publications	2003-41.3, Amar M., Amira S., (Dares) « L'emploi de personnes handicapées ou ayant des problèmes de santé de longue durée », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Emploi - Les travailleurs handicapés - Santé au travail - Conditions de travail
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

Enquête quantitative sur le RSA 2010-2011

Thème	Emploi
Unité statistique enquêtée	Ménages (précisement : foyers au sens du RSA)
Objectifs principaux	(i) Décrire la situation des bénéficiaires du RSA sur le marché du travail, l'accompagnement dont ils ont bénéficié, les droits connexes qu'ils mobilisent, leur connaissance du dispositif du RSA, les conditions de vie et la pauvreté ressentie par les membres des foyers repérés comme éligibles au RSA. (ii) Évaluer les impacts du RSA sur le marché du travail pour les bénéficiaires du RSA activité. (iii) Étudier et quantifier le phénomène de non-recours, c'est-à-dire le fait que certaines personnes éligibles au RSA ne le perçoivent pas.
Champ	Foyers composés d'au moins un adulte entre 25 et 65 ans en 2010, dont les revenus en 2008 rendaient probable leur éligibilité au RSA en mai 2009 ou fin 2010.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	15 006 foyers répondants à la première phase, 3 340 répondants à la seconde phase.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	Première phase : 2010 (novembre - décembre) Seconde phase : 2011 (février - mars)
Mode de collecte	Première phase : entretiens téléphoniques Seconde phase : entretiens en face-à-face
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Mission analyse économique (MAE)
Premières publications	2012 - 014, Briard P., (Dares) « La situation des bénéficiaires du RSA sur le marché du travail fin 2010 », *Dares Analyses*, mars. 2012 - Briard P. et Sautory O., (Dares) « Évaluation de l'impact du revenu de solidarité active (RSA) sur l'offre de travail » *Document d'étude* n°171, Dares. 2011 - Comité national d'évaluation du RSA, Rapport final et ses annexes.
Mots clefs	Minima sociaux – Chômage – Emploi – Politique de l'emploi – Salaires – Durée du travail – Chômage de longue durée – Recherche d'emploi – Reprise d'emploi – Travail illégal – Santé au travail
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

Enquête Acemo sur les petites entreprises depuis 2006

Thème	Emploi
Unité statistique enquêtée	Entreprises
Objectifs principaux	L'enquête vise à compléter une fois par an l'enquête trimestrielle Acemo en interrogeant des entreprises de moins de 10 salariés sur les thèmes de l'emploi et de la durée du travail. Elle permet ainsi de calculer différents indicateurs selon le secteur d'activité de l'entreprise, la catégorie socioprofessionnelle du salarié, son sexe ou son âge. En outre, elle fournit un pourcentage de bénéficiaires de la revalorisation du Smic selon ces mêmes indicateurs. Depuis 2007, elle permet d'avoir de l'information sur les dispositifs d'épargne salariale en place dans les très petites entreprises.
Champ	Entreprises de 1 à 9 salariés, situées en France métropolitaine. Sont exclues les entreprises d'activité principale et de catégorie juridique suivantes : agriculture, administration, syndicats de copropriété, associations de loi 1901 de l'action sociale, activités des ménages et activités extraterritoriales.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête trimestrielle Acemo. Enquête sur la participation, l'intéressement, les plans d'épargne et l'actionnariat des salariés (Pipa) Enquête Smic (volet annuel de l'enquête Acemo trimestrielle)
Taille de l'échantillon et taux de réponse	L'échantillon comporte 60 000 entreprises. Le taux de réponse moyen est de 60 %.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Annuelle
Année de collecte	Depuis 2006.
Mode de collecte	Enquête postale.
Documents de collecte en ligne	Aide à la réponse (questionnaire, notice, etc.)
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des salaires et des conventions salariales (D-SCS)
Dernières publications	2011-091, Dubois H., Jauneau Y., Neros B, (Dares) « L'emploi dans les très petites entreprises en décembre 2010 », *Dares Analyses*, décembre. 2011-017, Dubois H., Jauneau Y., Neros B, (Dares) « L'emploi dans les très petites entreprises en décembre 2009 », *Dares Analyses*, mars.
Mots clefs	Durée du travail-Emploi-Salaires
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Enquête Acemo sur les petites entreprises de 1999 à 2005

Thème	Emploi
Unité statistique enquêtée	Entreprises
Objectifs principaux	L'enquête vise à compléter une fois par an l'enquête trimestrielle Acemo en interrogeant des entreprises de moins de 10 salariés sur les thèmes de l'emploi, de la durée du travail et des rémunérations. Elle permet ainsi de calculer différents indicateurs selon le secteur d'activité de l'entreprise, la catégorie socioprofessionnelle du salarié, son sexe ou son âge. En outre, elle fournit un pourcentage de bénéficiaires de la revalorisation du Smic selon ces mêmes indicateurs.
Champ	Entreprises de 1 à 9 salariés, situées en France métropolitaine. Sont exclues les entreprises d'activité principale et de catégorie juridique suivantes : agriculture, administration, syndicats de copropriété, associations de loi 1901 de l'action sociale, activités des ménages et activités extraterritoriales.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête trimestrielle Acemo.
Taille de l'échantillon et taux de réponse	L'échantillon comporte 60 000 entreprises. Le taux de réponse moyen est de 60 %.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Annuelle
Année de collecte	De 1999 à 2005
Mode de collecte	Enquête postale.
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des salaires et des conventions salariales (D-SCS)
Dernières publications	2007-16.1, Berry J.-B., Dubois H., (Dares) « L'emploi dans les très petites entreprises en juin 2005 », *Premières Synthèses*, Dares. 2006-07.2, Seguin S. (Dares) « L'emploi dans les très petites entreprises en juin 2004 : quatre salariés sur dix sont à temps partiel sous un contrat à durée déterminée ou aidé », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Durée du travail-Emploi-Salaires
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Gestion des ressources humaines

Retour sommaire

Gestion des salariés de 50 ans ou plus 2009

Thème	Gestion des ressources humaines
Unité statistique enquêtée	Etablissements
Objectifs principaux	Le premier objectif de l'enquête est de collecter les flux de départs des salariés (en CDI) de l'établissement sur l'année 2007 par modalités de rupture ou de suspension du contrat de travail (licenciements, démissions, préretraites, départs en retraite, mises à la retraite d'office, etc.), afin de situer les modalités de départs des 50 ans ou plus par rapport aux départs des moins de 50 ans. Le second objectif de l'enquête concerne la gestion des âges par les établissements et vise à connaître les différentes pratiques développées pour gérer les salariés âgés de 50 ans ou plus, ainsi qu'à recueillir les opinions sur ces salariés, et les opinions sur les dispositifs de maintien dans l'emploi des salariés âgés de 50 ans ou plus.
Champ	Etablissements de France métropolitaine, ayant employé au moins un salarié âgé de 50 ans ou plus en CDI au cours de l'année 2007 et comptant au moins un salarié au 31 décembre 2007. Ces établissements appartiennent aux domaines d'activité suivants : industrie, construction, commerce, services (hors santé et administration)
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	15 785 établissements contactés ; taux de réponse : - aux deux questionnaires de l'enquête : 28,3 % - au questionnaire papier : 38,4 % - au questionnaire téléphonique : 28,5 %
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	2008 - 2009
Mode de collecte	Enquête postale et téléphonique
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département de l'emploi (D-E)
Premières publications	2010-055, Defresne M., Marioni P., Thévenot C., (Dares) « L'opinion des employeurs sur les seniors : les craintes liées au vieillissement s'atténuent », *Dares Analyses*, septembre. 2010-054, Defresne M., Marioni P., Thévenot C., (Dares) « Emploi des seniors, pratiques d'entreprises et diffusion des politiques publiques », *Dares Analyses*, septembre.
Mots clefs	Emploi - Gestion des ressources humaines
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Offre d'emploi et recrutement (Ofer) 2005

Thème	Gestion des ressources humaines
Unité statistique enquêtée	Etablissements
Objectifs principaux	L'enquête vise à comprendre comment s'opère la confrontation de l'offre et de la demande d'emploi lors du processus de recrutement conduit par les entreprises du secteur privé. Cette offre peut se traduire par une mobilité interne ou par un recrutement externe, sur CDD, CDI, en contrat aidé (apprentissage…) ou non. L'objectif est de décrire de manière factuelle les étapes qui vont de l'identification d'un besoin en ressource humaine sur un poste de travail jusqu'à la fin du processus conclu ou non par une embauche. Ceci, afin de mieux connaître la manière dont se formule un besoin en ressource humaine, les raisons de l'arbitrage entre recours à la main-d'œuvre interne ou externe, en quoi la démarche utilisée participe ou non aux difficultés de recrutement, d'identifier des améliorations possibles en particulier les attentes vis-à-vis des services publics, le rôle des aides à l'emploi dans le choix des recrutements...
Champ	Etablissements du secteur privé d'au moins un salarié, ayant essayé de recruter au moins un salarié au cours des douze mois précédant l'enquête. France métropolitaine.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	4 052 établissements interrogés, 20 072 établissements contactés, 4 130 hors champ, 953 n'ont pas répondu mais appartiennent au champ, 10 937 injoignables
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	2005
Mode de collecte	Entretiens en face-à-face
Documents de collecte en ligne	Dictionnaires des variables et fichiers
Unités responsables de l'enquête	Dares - Mission animation de la recherche (Mar) Dares - Département de l'emploi (D-E)
Premières publications	2009 -31.3, Garner H. (Dares), Magnien M. (ENS, Ecole d'économie de Paris), « Hommes et femmes recrutés en 2005 : les préférences des employeurs », *Premières Synthèses*, Dares. 2006 - 48.2, Garner H., Lutinier B., (Dares) « Des difficultés pouvant aller jusqu'à l'échec du recrutement », *Premières Synthèses*, Dares. 2006 - 48.1, Garner H., Lutinier B., (Dares) « Les procédures de recrutement : canaux et modes de sélection », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Gestion des ressources humaines - Contrats de travail
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Politiques d'emploi et formation professionnelle

Retour sommaire

Le devenir des bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation 2008-2009

Thème	Politiques d'emploi et formation professionnelle
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	L'objectif de cette enquête est d'une part de connaître la trajectoire professionnelle des bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation avant et après le passage dans ce contrat, d'autre part de recueillir des informations sur le passage en dispositif, en particulier le déroulement du contrat et de l'action de professionnalisation. Cette enquête a été menée en deux vagues. La deuxième vague a pour objectif d'actualiser la trajectoire professionnelle un an après la première interrogation.
Champ	Les bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation commencé en 2006.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Vague 1 : 3 832 interviews ont été réalisées, soit 77 % des 5 000 interviews prévues. Vague 2 : 3 264 personnes ont été réinterrogées parmi les 3 832 répondants à la 1ère vague (85 %).
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	Vague 1 : novembre 2008 à février 2009 Vague 2 : fin novembre 2009 à février 2010
Mode de collecte	Entretiens téléphoniques
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département de la formation professionnelle et de l'insertion professionnelle des jeunes (D-FPIPJ)
Premières publications	En cours
Mots clefs	Formation Professionnelle - Formation en alternance
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Panel de salariés en contrats aidés du Plan de cohésion sociale et d'un échantillon témoin 2008-2009

Thème	Politiques d'emploi et formation professionnelle
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	Cette enquête vise à connaître le parcours professionnel, l'opinion sur les contrats aidés, la relation au service public de l'emploi, les conditions de vie, la santé ainsi que les liens entre la vie professionnelle et personnelle des salariés en contrat aidé dans le cadre du Plan de cohésion sociale et d'un échantillon de demandeurs d'emploi témoin.
Champ	Salariés inscrits à l'ANPE au 2ème trimestre 2005 et entrés en contrat aidé entre le 2ème trimestre 2005 et le 2ème trimestre 2007. Témoins : personnes inscrites à l'ANPE au 2ème trimestre 2005 qui auraient pu bénéficier, étant donné leurs caractéristiques, d'un contrat aidé, mais qui ne sont pas entrées en contrat aidé entre le 2ème trimestre 2005 et le 2ème trimestre 2007.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Les taux de réponse à la 1ère vague d'enquête varient entre 49 % et 58 % selon le public et entre 81 % à 83 % à la 2ème vague d'enquête. Ainsi, au total près de 7 000 personnes ont été interrogées en 2ème vague (et 8 500 en 1ère vague).
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	Première vague entre novembre 2008 et février 2009. Deuxième vague entre novembre 2009 et février 2010.
Mode de collecte	Enquête téléphonique
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des politiques d'emploi (D-PE)
Premières publications	En cours
Mots clefs	Salarié - CIE (contrat initiative emploi) - CAE (contrat d'accompagnement dans l'emploi) - Contrat d'avenir - CI-RMA (contrat d'insertion -revenu minimum d'activité) - Aides à l'emploi
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Les particuliers utilisateurs de services à la personne 2008

Thème	Politiques d'emploi et formation professionnelle
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	L'enquête vise en premier lieu à mieux connaître les particuliers qui recourent à des services à la personne à leur domicile (profil sociodémographique, types de services utilisés, comportements d'embauche) et à apprécier leur connaissance du cadre juridique et administratif qui encadre l'utilisation des services à la personne. Elle vise aussi à évaluer les premiers effets de la loi du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne sur le comportement des particuliers utilisateurs. L'enquête cherche notamment à apprécier les changements induits par les dispositions de cette loi : extension du champ des activités de services bénéficiant d'un agrément, développement de plates-formes de services, création du chèque emploi service universel, allégement de 15 points du taux de cotisations patronales pour les ménages déclarant leur salarié sur la base réelle...
Champ	L'ensemble des particuliers, qu'ils soient employeurs directs à leur domicile ou qu'ils recourent aux services d'un organisme prestataire. L'échantillon couvre l'ensemble des services exercés au domicile des particuliers (aide à domicile, entretien de la maison, garde d'enfants, soutien scolaire….).
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	9 847 particuliers contactés, 3 705 répondants (dont 150 hors champ).
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	2008
Mode de collecte	Entretiens téléphoniques
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des politiques d'emploi (D-PE)
Premières publications	2010 - 089, Lequien L., (Dares) « Les services à la personne : modalités de recours et profil des usagers en 2008 », *Dares Analyses*, décembre.
Mots clefs	Emploi - Services à la personne
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Le devenir des stagiaires de la formation professionnelle 2008-2009

Thème	Politiques d'emploi et formation professionnelle
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	L'objectif de cette enquête est double : il s'agit d'une part de décrire la diversité des stages et de les caractériser selon leurs objectifs, leur spécialité, leur niveau de formation, d'autre part de préciser la trajectoire du stagiaire avant et après la formation, de recueillir son opinion sur la formation suivie (adéquation aux besoins, qualité, impact, choix par défaut, obstacles rencontrés pour une autre formation…) et d'avoir des informations sur la rupture de la formation le cas échéant.
Champ	Demandeurs d'emploi entrés en stage de formation au cours de l'année 2006. France métropolitaine.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Vague 1 : 4 689 entretiens ont été réalisés, pour un objectif de 5 000. L'échantillon de départ était de 10 000 personnes, complété par un lot de réserve de 3 000 personnes. 10 991 adresses ont été activées, parmi lesquelles on compte 4 218 personnes injoignables, 1 315 hors champs et 769 refus ou abandons. Vague 2 : 4 100 entretiens ont été réalisés parmi les répondants à la vague 1, soit un taux de réponse à la 2ème interrogation de 87%.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	Vague 1 : de novembre 2008 à janvier 2009 Vague 2 : novembre 2009
Mode de collecte	Enquête téléphonique
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département de la formation professionnelle et de l'insertion professionnelle des jeunes (D-FPIPJ)
Premières publications	2011 - 086, Aude J., Buffard P. (Dares) « Les demandeurs d'emploi stagiaires de la formation professionnelle : quelles formations pour quels stagiaires ? », *Dares Analyses*, novembre.
Mots clefs	Demandeur d'emploi - Formation professionnelle
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Enquête auprès des bénéficiaires du contrat de transition professionnelle, de la convention de reclassement personnalisée et d'autres licenciés économiques 2008

Thème	Politiques d'emploi et formation professionnelle
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	L'enquête a pour objectif principal de contribuer à l'évaluation de la convention de reclassement personnalisée (CRP) et du contrat de transition professionnelle (CTP) qui sont deux dispositifs d'accompagnement renforcé des personnes licenciées pour motif économique. Dans ce but, des informations sont recueillies sur le devenir de ces licenciés économiques en terme d'insertion professionnelle, sur le contenu des parcours en terme d'accompagnement et sur les motivations qui conduisent certains licenciés économiques à refuser l'entrée en CRP ou en CTP et d'autres à adhérer à ces dispositifs.
Champ	La base de sondage de l'enquête a été constituée à partir du fichier historique administratif de l'ANPE. Le champ de l'enquête est constitué des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits pour motif de licenciement économique à l'ANPE au cours du second semestre 2006. Les demandeurs d'emploi ayant bénéficié d'un congé de reclassement ont été exclus de l'échantillon ex-post (l'existence d'un congé de reclassement préalable à l'inscription à l'ANPE a été détectée par un module spécifique au début du questionnaire).
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Le taux de réponse à l'enquête est de 66 %. 4 sous-populations ont été interrogées : 683 adhérents au CTP, 1 025 adhérents à la CRP, 587 licenciés économiques ayant refusé les parcours d'accompagnement du CTP ou de la CRP et 399 demandeurs d'emploi qui déclarent qu'aucun de ces deux dispositifs ne leur a été proposé ou qu'ils ne remplissaient pas les conditions pour en bénéficier.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	2008
Mode de collecte	Enquête téléphonique
Documents de collecte en ligne	
Unités responsables de l'enquête	Dares - Département des politiques d'emploi (D-PE) Dares - Département du marché du travail (D-MT)
Premières publications	2009 - 43.2, Bobbio M. , Gratadour C., en collaboration avec Zegnani S. (Dares), « Les parcours d'accompagnement vers l'emploi des licenciés économiques : comparaison entre le contrat de transition professionnelle (CTP), la convention de reclassement personnalisé (CRP) et l'accompagnement classique de l'ANPE », *Premières Synthèses*, Dares. 2009 - 43.3 - Bobbio M. , Gratadour C., en collaboration avec Zegnani S. (Dares) « Le reclassement professionnel des licenciés économiques : comparaison entre le contrat de transition professionnelle (CTP), la convention de reclassement personnalisé (CRP) et l'accompagnement classique de l'ANPE », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Chômage - Reclassement - Politiques de l'emploi
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

Les chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise ayant bénéficié de l'Accre deux ans après la création 2006

Thème	Politiques d'emploi et formation professionnelle
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	Afin de mieux évaluer les aides mises en œuvre pour favoriser la création d'entreprises par les demandeurs d'emploi, la Dares et la DGEFP ont souhaité recueillir, par cette enquête, des éléments d'informations sur la place de l'Accre dans le processus de retour à l'emploi et sur l'information et l'accompagnement dont ont bénéficié les chômeurs créateurs au cours de leurs démarches, avec un éclairage spécifique sur le rôle du Service Public de l'Emploi. L'interrogation porte à la fois sur la situation du chômeur créateur et de son entreprise au moment de l'enquête, l'adéquation entre le projet d'origine et la situation perçue deux ans après la création et le rôle des aides publiques dans le cheminement vers l'emploi du créateur d'entreprise.
Champ	Chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise ayant bénéficié de l'Accre en 2004 et dont la création est intervenue au second trimestre 2004 en France métropolitaine.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	7 854 bénéficiaires de l'Accre dont 6 080 avec des coordonnées exploitables. Sur ces coordonnées exploitables, 4 970 répondants, soit un taux de réponse de 82 %. Parmi ces répondants, une sélection a été effectuée par les enquêteurs au moment de l'interrogation afin de surreprésenter les bénéficiaires de l'Accre ayant cessé leur activité de chef d'entreprise au moment de l'enquête. Au final 2 534 répondants ont été retenus.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	2006
Mode de collecte	Enquête téléphonique
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des politiques d'emploi (D-PE)
Premières publications	2008 - 09.2, Daniel C., (Dares) « Les bénéficiaires de l'Accre jugent l'accompagnement à la création d'entreprise : des motifs de satisfaction mais encore des attentes », *Premières Synthèses*, Dares. 2008 - 09.1, Daniel C., (Dares) « Le devenir des créateurs d'entreprise bénéficiaires de l'Accre en 2004 », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Accre - Créateur d'entreprise - Politiques de l'emploi
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

Les établissements utilisateurs de contrats aidés 2007

Thème	Politiques d'emploi et formation professionnelle
Unité statistique enquêtée	Etablissements
Objectifs principaux	L'enquête a pour objectif, à travers une connaissance approfondie des pratiques de recours aux principaux contrats aidés par les employeurs, d'une part de recueillir l'opinion de ces derniers sur l'apport de ces contrats, d'autre part d'estimer les effets de substitution et d'aubaine associés au recrutement en contrat aidé. L'enquête doit en outre permettre d'appréhender le rôle d'intermédiation du Service public de l'emploi dans le recrutement sous contrat aidé.
Champ	Etablissements ayant embauché en contrat aidé en septembre, octobre ou novembre 2006 en France métropolitaine
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Taille de l'échantillon : 12 593 ; taux de réponse : 54 %
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	2007
Mode de collecte	Enquête téléphonique
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des politiques d'emploi (D-PE)
Premières publications	2011 - 004, Le Rhun B., (Dares) « Le parcours des salariés en contrat aidé chez leur employeur », *Dares Analyses*, janvier. 2010 - 084, Gratadour C., Rémy V., (Dares) « Accompagnement et formation pendant les contrats aidés : le point de vue des employeurs », *Dares Analyses*, décembre. 2010 - 041, Fendrich Y., Gratadour C., Rémy V., (Dares) « Les employeurs et les contrats aidés : motivations et processus de recrutement », *Dares Analyses*, juin.
Mots clefs	Politiques de l'emploi - Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) - Contrat d'avenir (CAV - CIE) - Contrat d'insertion-revenu minimum d'activité (CI-RMA) - Employeur - Aides à l'emploi
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Devenir des signataires d'un contrat d'autonomie 2010-2011

Thème	Politiques d'emploi et formation professionnelle
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	Mis en place dans le cadre du plan « Espoir Banlieue », le contrat d'autonomie est un dispositif nouveau qui concerne les jeunes en recherche d'emploi résidant dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Dans les 35 départements retenus pour la mise en œuvre du projet en juillet 2008, des opérateurs privés ou publics de placement ont été choisis pour prendre en charge l'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans domiciliés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et volontaires pour bénéficier d'une prestation renforcée d'accès à l'autonomie. L'objectif de cette enquête est double. - Elle doit permettre de mieux comprendre le passage en dispositif et les modalités d'accompagnement : il s'agit de recueillir des éléments sur les conditions d'accès au dispositif, les motifs d'adhésion, le déroulement du contrat (formations suivies pendant la phase de recherche, moyens mis en œuvre par l'opérateur…), les motifs de ruptures de contrat, l'opinion du jeune sur le dispositif. - L'enquête doit également permettre de décrire la trajectoire professionnelle des signataires et leurs caractéristiques socio-démographiques. La deuxième vague de l'enquête s'attache essentiellement à compléter ce dernier point. Elle permettra de comparer la situation des signataires avec une année de recul.
Champ	Le champ de l'enquête est constitué des personnes (jeunes de 16 à 25 ans - ou 30 ans dans certains cas - essentiellement issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville) ayant signé un contrat d'autonomie entre janvier 2009 et décembre 2009. La deuxième vague de l'enquête porte sur l'ensemble des répondants à la première vague.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	La première vague d'interrogation a permis de réaliser 4 876 entretiens complets, soit 51 % des 9 565 numéros de téléphone exploitables. La deuxième vague a permis de réaliser 3 170 entretiens soit 65 % des réponses en première vague.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	1ère vague réalisée en mai-juin 2010 ; 2ème vague réalisée en juin-juillet 2011.
Mode de collecte	Enquête téléphonique
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département de la formation professionnelle et de l'insertion professionnelle des jeunes (D-FPIPJ)
Premières publications	En cours
Mots clefs	Jeunes - Politiques de l'emploi
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Panel des bénéficiaires de la politique de l'emploi et de la formation professionnelle 2002-2005

Thème	Politiques d'emploi et formation professionnelle
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	Ce panel a pour objectif de retracer la trajectoire professionnelle de personnes passées par des dispositifs de formation professionnelle en 1999 et d'évaluer leur efficacité au regard de la lutte contre le chômage et les exclusions. Les personnes ont été interrogées sur leur situation avant, pendant et après leur passage par le dispositif aidé. L'interrogation simultanée d'un groupe témoin a permis de comparer le devenir des bénéficiaires de contrats aidés avec celui de personnes de caractéristiques proches mais non passées par un dispositif, afin d'apprécier ce qu'aurait été la situation des bénéficiaires en l'absence de mesure et d'estimer ainsi un effet net des contrats aidés sur l'insertion dans l'emploi.
Champ	France métropolitaine. Première vague : - les personnes sortants fin 1999 des mesures suivantes : contrats emploi solidarité (CES), contrats initiative emploi (CIE), stage d'insertion et de formation à l'emploi (Sife), contrat de qualification (CQ), contrat d'apprentissage (CA) ; - les bénéficiaires du trajet d'accès à l'emploi (Trace) dont l'accompagnement renforcé a débuté fin 1999 et s'est terminé mi-2001 ; - les bénéficiaires du contrat emploi jeunes (CEJ) entrés au 2e trimestre 1999 et toujours en emploi-jeune au moment de l'enquête ; - la population témoin composée de personnes éligibles aux CQ, CIE, CES, Sife fin 1997, fin 1998 ou mi 1999 (au moment où les bénéficiaires sont entrés en mesure) qui ne sont pas entrées dans ces mesures et qui étaient demandeurs d'emploi à cette date. Deuxième vague : en plus des populations de la 1ère vague sont interrogés : - les bénéficiaires de contrat emploi consolidé (CEC) entrés en 1999 mais qui n'y étaient plus au moment de l'enquête ; - les bénéficiaires entrés en CEC suite à un CES et sortis de mesure début 1999 interrogés une 1ère fois en 2000. Troisième vague : - les bénéficiaires de CEJ toujours sous contrat au moment de l'enquête ; - les bénéficiaires de CEC entrés directement en mesure au cours de l'année 1999 et qui n'y sont plus au moment de l'enquête. Quatrième vague : - les bénéficiaires CEJ qui sont allés au bout de leur contrat (contrat achevé début 2004) ; - les bénéficiaires de CEC entrés directement en mesure au cours de l'année 1999 ayant a priori effectué les 5 années de contrat (contrat achevé au cours de l'année 2004).
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Taille de l'échantillon initial : 43 000. Nombre de personnes enquêtées à la première vague : 17 000. Nombre de personnes enquêtées à la deuxième vague : 16 000.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	Première vague : 2002 - Deuxième vague : 2003 - Troisième vague : 2004 - Quatrième vague : 2005
Mode de collecte	Entretien par téléphone ou entretien en face à face ou questionnaire par voie postale
Documents de collecte en ligne	

Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des politiques d'emploi (D-PE)
Premières publications	2008 - Even K., Klein T. (Dares), « Les contrats et stages aidés : un profit à moyen terme pour les participants ? Les exemples du CIE, du CES et du Sife », *Économie et Statistique* n°408-409, mai, p. 3-38. 2004 - 32.1, Berger E. et alii, (Dares) « Les bénéficiaires de la politique d'emploi, trois ans après la sortie d'un contrat aidé : entre consolidation professionnelle et réinstallation dans le chômage », *Premières Synthèses*, Dares. 2002 - 33.1, Even K. (Dares), « Un outil rénové pour évaluer la politique de l'emploi et de la formation professionnelle : le panel des bénéficiaires », *Premières Synthèses*, Dares. Le Panel 2000 des bénéficiaires des politiques d'emploi et de formation http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/Panel_2000_-_Publications_2002-2007_.pdf
Mots clefs	Aides à l'emploi - Contrat de travail - Formation professionnelle - Chômage - Salaire
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

Relations professionnelles

Retour sommaire

La négociation collective et la représentation des salariés dans les entreprises depuis 2006

Thème	Relations professionnelles
Unité statistique enquêtée	Entreprises
Objectifs principaux	L'enquête permet d'assurer un suivi annuel de la négociation d'entreprise (fréquence des négociations, signature d'accords, thèmes des accords), de la présence des différentes instances représentatives du personnel et des syndicats dans les entreprises, de l'occurrence de grèves et du nombre de jours non travaillés pour fait de grèves.
Champ	Entreprises de 10 salariés ou plus. France métropolitaine
Lien avec d'autres enquêtes	Acemo
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Environ 10 300 entreprises interrogées, taux de réponse de 75 % (7 716 entreprises répondantes en 2008)
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Annuelle
Année de collecte	Depuis 2006
Mode de collecte	Enquête postale
Documents de collecte en ligne	Questionnaire de 2011 (portant sur l'année 2010) Notice de 2011
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des relations professionnelles et temps de travail (D-RPTT)
Dernières publications	2011 - 47, Bobbio M., (Dares) « Négociations collectives et grèves dans les entreprises du secteur marchand en 2009 : l'emploi au coeur des négociations et des grèves », *Dares Analyses*, juin. 2010 - 33, Bobbio M., Naboulet A., (Dares) « Négociations collectives et grèves dans les entreprises du secteur marchand en 2008 », *Dares Analyses*, juin.
Mots clefs	Conflits collectifs - Négociations collectives - Organisations syndicales - Institutions représentatives du personnel
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Relations professionnelles et négociations d'entreprise - REPONSE 2010-2011

Thème	Relations professionnelles
Unité statistique enquêtée	Etablissements et individus (salariés)
Objectifs principaux	Les objectifs principaux de l'enquête REPONSE s'articulent autour de la description du fonctionnement des institutions représentatives du personnel et des pratiques de négociations collectives dans les établissements et les entreprises, de l'étude des évolutions récentes de ce fonctionnement et, autour du thème des relations sociales, de l'analyse des liens entre politiques de gestion du personnel, organisation du travail, stratégies économiques et performances des entreprises.
Champ	Etablissements de 11 salariés ou plus, dans les secteurs privé et semi-publics (hors administration et agriculture)
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	6 690 établissements contactés dans le champ de l'enquête : 4 023 établissements répondants, dans lesquels un représentant de la direction a été enquêté, soit un taux de réponse de 60 %. 3 199 établissements avec au moins un représentant du personnel : 2 433 représentants du personnel répondants, après acceptation ou refus du représentant de la direction de communiquer les coordonnées du représentant du personnel et acceptation ou refus de l'enquête par le représentant du personnel lui-même. Soit un taux de réponse global de 76 % (87 % de coordonnées obtenues, puis 88 % de réponses positives des représentants du personnel ayant pu être contactés). Envoi de questionnaires aux salariés de tous les établissements contactés en cours de collecte (répondants et non répondants) : 18 536 questionnaires salariés ont été retournés (taux de retour : 30 %), dont 11 334 provenant d'établissements répondants.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Tous les 6 ans
Année de collecte	2011
Mode de collecte	Questionnaires en face-à-face (représentants de la direction, représentants du personnel) et enquête postale pour les salariés.
Documents de collecte en ligne	Questionnaire « Représentants de la direction » Questionnaire « Représentants du personnel » Questionnaire « Salariés »
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des relations professionnelles et temps de travail (D-RPTT)
Premières publications	En cours
Mots clefs	Relations professionnelles - Institutions représentatives du personnel - Négociations collectives - Conflits collectifs - Gestion des ressources humaines
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Relations professionnelles et négociations d'entreprise - REPONSE 2004-2005

Thème	Relations professionnelles
Unité statistique enquêtée	Etablissements et individus (salariés)
Objectifs principaux	Les objectifs principaux de l'enquête REPONSE s'articulent autour de la description du fonctionnement des institutions représentatives du personnel et des pratiques de négociations collectives dans les établissements et les entreprises, de l'étude des évolutions récentes de ce fonctionnement et, autour du thème des relations sociales, de l'analyse des liens entre politiques de gestion du personnel, organisation du travail, stratégies économiques et performances des entreprises.
Champ	Etablissements de 20 salariés ou plus, dans les secteurs privé et semi-public (hors administration et agriculture)
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	4 713 établissements contactés dans le champ de l'enquête : 2 930 établissements répondants dans lesquels un représentant de la direction a été enquêté, soit un taux de réponse de 62 %. 2 648 établissements avec au moins un représentant du personnel : 1 970 représentants du personnel répondants, après acceptation/ou refus du représentant de la direction de communiquer les coordonnées du représentant du personnel et acceptation/ou refus de l'enquête par le représentant du personnel lui-même. Soit un taux de réponse global de 74 % (84 % de coordonnées obtenues, puis 88 % de réponses positives des représentants du personnel ayant pu être contactés). Envoi de questionnaires aux salariés de tous les établissements contactés en cours de collecte (répondants et non répondants) : 11 766 questionnaires salariés ont été retournés (taux de retour : 24 % et taux de réponse tenant compte des pertes et hors champ : 32 %), dont 7 940 provenant d'établissements répondants.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Tous les 6 ans
Année de collecte	2005
Mode de collecte	Questionnaires en face-à-face (représentants de la direction, représentants du personnel) et enquête postale pour les salariés.
Documents de collecte en ligne	Questionnaire « Représentants de la direction » Questionnaire « Représentants du personnel » Questionnaire « Salariés »
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des relations professionnelles et temps de travail (D-RPTT)
Premières publications	2009 - 06.1, Carlier A. (Dares), « Licenciement des salariés protégés et gestion de la main-d'oeuvre par les entreprises : une analyse des pratiques », *Premières Synthèses*, Dares. 2008 - Les relations sociales en entreprise - Un portrait à partir des enquêtes « Relations professionnelles et négociations d'entreprise », éditions La Découverte, ouvrage collectif. 2007 - 37.1, Brizard A., Koubi M. (Dares), « Les pratiques salariales des entreprises », *Premières Informations*, Dares. 2007 - 14.2, Pignoni M.-T. (Dares), Tenret E. (Ensae), « Présence syndicale : des implantations en croissance, une confiance des salariés qui ne débouche pas sur des adhésions », *Premières Synthèses*, Dares. 2007 - 09.3, Coutrot T. (Dares), « Plus de trois établissements sur quatre déclarent évaluer les risques professionnels », *Premières Synthèses*, Dares. 2007 - 08.1, Carlier A. (Dares), Tenret E. (Ensae), « Des conflits du travail plus nombreux et plus diversifiés », *Premières Synthèses*, Dares. 2007 - 05.1, Jacod O., (Dares), « Les institutions représentatives du personnel : davantage présentes, toujours actives, mais peu sollicitées par les salariés », *Premières Synthèses*, Dares. 2007 - 03.2, Ulrich V., Zilberman S. (Dares) « La réduction du temps de travail : révélateur et source de développement des relations professionnelles en entreprise », *Premières Informations*, Dares. 2006 - 39.1, Amossé T. (Dares), « Le dialogue social en entreprise », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Relations professionnelles - Institutions représentatives du personnel - Négociations collectives - Conflits collectifs - Gestion des ressources humaines
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Relations professionnelles et négociations d'entreprise - REPONSE 1998-1999

Thème	Relations professionnelles
Unité statistique enquêtée	Etablissements et individus (salariés)
Objectifs principaux	Les objectifs principaux de l'enquête REPONSE s'articulent autour de la description du fonctionnement des institutions représentatives du personnel et des pratiques de négociations collectives dans les établissements et les entreprises, de l'étude des évolutions récentes de ce fonctionnement et, autour du thème des relations sociales, de l'analyse des liens entre politiques de gestion du personnel, organisation du travail, stratégies économiques et performances des entreprises.
Champ	Etablissements de 20 salariés ou plus, dans les secteurs privé et semi-public (hors administration et agriculture)
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	2 978 établissements répondants (taux de réponse : 65 %) dans lesquels 2 978 représentants de la direction et 1 673 représentants du personnel ont été interrogés. 10 303 questionnaires auprès de salariés ont été retournés.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Tous les 6 ans
Année de collecte	1999
Mode de collecte	Questionnaires en face-à-face (représentants de la direction, représentants du personnel) et enquête postale pour les salariés.
Documents de collecte en ligne	Questionnaire « Représentants de la direction » Questionnaire « Représentants du personnel » Questionnaire « Salariés »
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des relations professionnelles et temps de travail (D-RPTT)
Premières publications	2001 - 16.2, Coutrot T., (Dares) « Où sont les CHSCT ? », *Premières Synthèses*, Dares. 2001 - 05.1, Bangoura S., Dayan J.-L., (Dares) « Négocier les salaires dans l'entreprise : une pratique courante mais souvent informelle », *Premières Synthèses*, Dares. 2000 - 49.1, Zouary P. (CEE), « Entre crise et croissance, une évolution des relations professionnelles en entreprise », *Premières Synthèses*, Dares. 2000 - 41.2, Furjot D., (Dares) « Où sont les délégués syndicaux ? », *Premières Synthèses*, Dares. 2000 - 24.1, Malan A., (Dares), Zouary P. (CEE), « La représentation des salariés : le point de vue des employeurs », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Relations professionnelles - Institutions représentatives du personnel - Négociations collectives - Conflits collectifs - Gestion des ressources humaines
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Relations professionnelles et négociations d'entreprise - REPONSE 1992-1993

Thème	Relations professionnelles
Unité statistique enquêtée	Établissements
Objectifs principaux	Les objectifs principaux de l'enquête REPONSE s'articulent autour de la description du fonctionnement des institutions représentatives du personnel et des pratiques de négociations collectives dans les établissements et les entreprises, de l'étude des évolutions récentes de ce fonctionnement et, autour du thème des relations sociales, de l'analyse des liens entre politiques de gestion du personnel, organisation du travail, stratégies économiques et performances des entreprises.
Champ	Etablissements d'entreprises de 50 salariés ou plus, dans les secteurs privé et semi-public (hors administration et agriculture)
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	3 013 établissements répondants (taux de réponse : 85 %), soit 3 013 représentants de la direction interrogés. 3 350 représentants du personnel ont été interrogés dans 1 670 de ces établissements (plusieurs représentants par établissement).
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Première édition d'une enquête réalisée depuis tous les 6 ans.
Année de collecte	1993
Mode de collecte	Entretiens en face-à-face.
Documents de collecte en ligne	Questionnaire « Représentants de la direction »
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des relations professionnelles et temps de travail (D-RPTT)
Premières publications	1995 - 81, Cézard M., Malan A. (Dares), « Le rôle des représentants du personnel : revendications collectives et réclamations individuelles », *Premières Synthèses*, Dares. 1994 - 70, Cézard M., Malan A., Besançon T. (Dares), « Relations sociales en entreprise : le point de vue des employeurs », *Premières Synthèses*, Dares. 1994 - 57, Coutrot T. (Dares), « Négociation et innovation salariale dans les entreprises », *Premières Synthèses*, Dares. 1994 - 47, Coutrot T., Pareire J-L. (Dares), « Le développement récent des politiques de motivation des salariés », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Relations professionnelles - Institutions représentatives du personnel - Négociations collectives - Conflits collectifs - Gestion des ressources humaines
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Rémunérations

Retour sommaire

Enquête Acemo sur la participation, l'intéressement, les plans d'épargne et l'actionnariat des salariés (Pipa) depuis 2007

Thème	Rémunérations
Unité statistique enquêtée	Entreprises
Objectifs principaux	L'enquête Acemo-Pipa complète les autres enquêtes du dispositif Acemo sur le champ particulier de l'épargne salariale. Elle a trois objectifs principaux : - fournir un ensemble d'informations sur la participation et l'intéressement, comme la part des entreprises et des salariés couverts par des accords, ainsi que les montants annuels concernés ; - renseigner sur le nombre d'entreprises et de salariés ayant accès à des plans d'épargne (PEE, PEI et PEG d'une part et Perco, Perco-I et Perco-G d'autre part), et sur la provenance des sommes versées sur ces plans ; - pour les sociétés par actions, permettre de connaître la part des entreprises ayant mis en place des opérations d'actionnariat salarié.
Champ	Entreprises de 10 salariés ou plus, situées en France métropolitaine. Sont exclues les entreprises d'activité principale et de catégorie juridique suivantes : agriculture, administration, syndicats de copropriété, associations de loi 1901 de l'action sociale, activités des ménages et activités extraterritoriales.
Lien avec d'autres enquêtes	L'enquête sur les petites entreprises complète l'enquête Pipa sur le champ des entreprises de 1 à 9 salariés. Deux questions relatives à la participation, l'intéressement, les PEE et les Perco permettent de déterminer si des dispositifs d'épargne salariale sont en place et si, le cas échéant, ils ont permis de verser une prime aux salariés. En revanche, l'enquête sur les petites entreprises ne fournit pas d'information sur les montants collectés.
Taille de l'échantillon et taux de réponse	L'échantillon comporte 18 000 entreprises. Le taux de réponse moyen est de 75 %.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Annuelle
Année de collecte	Depuis 2007
Mode de collecte	Enquête postale.
Documents de collecte en ligne	Aide à la réponse (questionnaire d'enquête, notice, etc.)
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des salaires et des conventions salariales (D-SCS)
Dernières publications	2011-063, Amar E., (Dares) « Participation, intéressement et épargne salariale en 2009 : un recul des montants distribués », *Dares Analyses*, septembre. 2010-071, Amar E., (Dares) « Participation, intéressement et épargne salariale en 2008 : une baisse de près de 7 % des montants distribués », *Dares Analyses*, octobre. 2009-31.2, Amar E, Cellier R. (Dares) « La participation, l'intéressement et l'épargne salariale en 2007 : une hausse de 15 % des montants distribués », *Premières Synthèses*, Dares. 2008-25.3, Cellier R., Chaput H., (Dares) « L'épargne salariale en 2006 : plus de 15 milliards d'euros distribués », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Salaires - Epargne salariale
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Enquête Acemo sur la participation, l'intéressement, les plans d'épargne et l'actionnariat des salariés (Pipa) de 1999 à 2006

Thème	Rémunérations
Unité statistique enquêtée	Entreprises
Objectifs principaux	L'enquête Acemo-Pipa complète les autres enquêtes du dispositif Acemo sur le champ particulier de l'épargne salariale. Elle a trois objectifs principaux : - fournir un ensemble d'informations sur la participation et l'intéressement, comme la part des entreprises et des salariés couverts par des accords, ainsi que les montants annuels concernés ; - renseigner sur le nombre d'entreprises et de salariés ayant accès à des plans d'épargne (PEE, PEI et PEG d'une part et Perco, Perco-I et Perco-G d'autre part), et sur la provenance des sommes versées sur ces plans ; - pour les sociétés par actions, permettre de connaître la part des entreprises ayant mis en place des opérations d'actionnariat salarié.
Champ	Entreprises situées en France métropolitaine. Sont exclues les entreprises d'activité principale et de catégorie juridique suivantes : agriculture, administration, syndicats de copropriété, associations de loi 1901 de l'action sociale, activités des ménages et activités extraterritoriales.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	L'échantillon comporte 23 000 entreprises. Le taux de réponse moyen est de 70 %.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Annuelle
Année de collecte	2000 à 2006
Mode de collecte	Enquête postale.
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des salaires et des conventions salariales (D-SCS)
Dernières publications	2007 - 44.1, Cellier R., Chaput H., (Dares) « L'épargne salariale en 2005 : plus de quatre salariés sur dix perçoivent une prime », *Premières Synthèses*, Dares. 2006 - 39.2, Cellier R., Chaput H., (Dares) « L'épargne salariale en 2004 : 12,7 milliards d'euros distribués à 6,4 millions de salariés », *Premières Synthèses*, Dares. 2005 - 39.3, Cellier R., Van Puymbroeck C., (Dares) « Épargne salariale en 2003 : des dispositifs en essor dans les petites entreprises », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Salaires - Epargne salariale
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Enquête Acemo trimestrielle depuis 2000

Thème	Rémunérations
Unité statistique enquêtée	Etablissements
Objectifs principaux	L'enquête trimestrielle Acemo mesure les évolutions conjoncturelles de l'emploi salarié, des rémunérations et de la durée du travail. Elle a trois objectifs principaux : 1) en matière d'emploi salarié, fournir des taux d'évolution pour alimenter le modèle de calcul des estimations trimestrielles d'emploi (seule source disponible à 45 jours) publiées conjointement par l'Insee et la Dares ; 2) suivre la conjoncture salariale en observant l'évolution des salaires de base - salaire mensuel de base (SMB) et salaire horaire de base des ouvriers (SHBO) ; 3) mesurer la durée hebdomadaire du travail et ses fluctuations de court terme. Elle répond ainsi à des recommandations européennes, demandes ministérielles, des syndicats, des organisations professionnelles, et plus généralement de l'ensemble des acteurs économiques et sociaux.
Champ	Etablissements des entreprises de 10 salariés ou plus, situés en France métropolitaine. Sont exclus les établissements d'activité principale et de catégorie juridique suivantes : agriculture, administration, syndicats de copropriété, associations de loi 1901 de l'action sociale, activités des ménages et activités extraterritoriales.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête complémentaire Acemo sur la répartition des salariés et les conventions collectives
Taille de l'échantillon et taux de réponse	L'échantillon comporte 34 000 établissements. Les établissements de 250 salariés ou plus sont interrogés exhaustivement. Ceux de moins de 250 salariés sont interrogés par sondage et l'échantillon est renouvelé par quart chaque année. Le taux de réponse moyen est de 80 %.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Trimestrielle
Année de collecte	L'enquête trimestrielle Acemo existe depuis 1973. Sous cette forme, l'enquête est réalisée depuis 2000.
Mode de collecte	Enquête postale.
Documents de collecte en ligne	Aide à la réponse (questionnaire, notice, etc.)
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des salaires et des conventions salariales (D-SCS)
Dernières publications	2012 - 038, Lezec F., (Dares) « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 1er trimestre 2012, résultats définitifs », *Dares Indicateurs*, juin. 2012 - 027, Lezec F., (Dares) « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 4ème trimestre 2011, résultats definitifs », *Dares Indicateurs*, mars.
Mots clefs	Durée du travail - Emploi - Salaires
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Enquête Acemo annuelle de 2000 à 2005

Thème	Rémunérations
Unité statistique enquêtée	Etablissements
Objectifs principaux	L'enquête a pour objectif de suivre la durée annuelle du travail et la structure des gains : - fournir une photographie annuelle de la durée du travail, qui complète la tendance issue des indicateurs collectés dans l'enquête trimestrielle ; - avoir une bonne connaissance du stock d'emplois en fin d'année par grande catégorie socioprofessionnelle (ouvrier, employé, profession intermédiaire et cadre) et sexe, en distinguant les salariés à temps partiel et les jeunes de moins de 26 ans ; - compléter les informations présentes dans les déclarations annuelles de données sociales (DADS), en recueillant par grande catégorie socioprofessionnelle et sexe une décomposition du gain (salaire brut) en salaire de base, rémunérations des heures supplémentaires et primes.
Champ	Etablissements des entreprises de 10 salariés ou plus, situés en France métropolitaine, interrogés dans l'échantillon de l'enquête trimestrielle Acemo (sous-échantillon de cette enquête). Sont exclus les établissements d'activité principale et de catégorie juridique suivantes : agriculture, administration, syndicats de copropriété, associations de loi 1901 de l'action sociale, activités des ménages et activités extraterritoriales.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête trimestrielle Acemo.
Taille de l'échantillon et taux de réponse	L'échantillon comporte 21 000 établissements. Le taux de réponse moyen est de 65 %.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Annuelle
Année de collecte	2000 à 2005
Mode de collecte	Enquête postale.
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des salaires et des conventions salariales (D-SCS)
Dernières publications	
Mots clefs	Durée du travail - Emploi - Salaires
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Enquête Acemo sur les pratiques salariales des entreprises 2008

Thème	Rémunérations
Unité statistique enquêtée	Entreprises
Objectifs principaux	L'objectif de cette enquête est de réunir dans une seule interrogation, et le plus exhaustivement possible, les différentes pratiques salariales des entreprises. Les entreprises ont en effet de plus en plus recours à des procédés leur permettant l'individualisation et la rémunération de la performance par le biais de la part variable (primes, épargne salariale), de dispositifs de protection sociale complémentaire ou des périphériques de rémunération qui ne sont pas abordés dans les enquêtes existantes. Les informations demandées sont principalement qualitatives.
Champ	Entreprises de 10 salariés ou plus, situées en France métropolitaine. Sont exclues les entreprises d'activité principale et de catégorie juridique suivantes : agriculture, administration, syndicats de copropriété, associations de loi 1901 de l'action sociale, activités des ménages et activités extraterritoriales.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête trimestrielle Acemo
Taille de l'échantillon et taux de réponse	L'échantillon comporte 10 000 entreprises. Le taux de réponse moyen est de 65 %.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	2008
Mode de collecte	Enquête par voie postale
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des salaires et des conventions salariales (D-SCS)
Dernières publications	2010-008, Demailly D., Folques D., Naboulet A., (Dares) « Les pratiques de rémunération des entreprises en 2007 : des formules hybrides tant pour les cadres que les non cadres », *Dares Analyses*, février.
Mots clefs	Salaires
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Enquête Acemo sur l'individualisation des hausses de salaires 1999-2005

Thème	Rémunérations
Unité statistique enquêtée	Entreprises
Objectifs principaux	L'objectif de cette enquête est de fournir des évolutions moyennes du salaire par grande catégorie socioprofessionnelle, en distinguant hausse collective et hausse individuelle.
Champ	Entreprises de 10 salariés ou plus, situées en France métropolitaine. Sont exclues les entreprises d'activité principale et de catégorie juridique suivantes : agriculture, administration, syndicats de copropriété, associations de loi 1901 de l'action sociale, activités des ménages et activités extraterritoriales.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête trimestrielle Acemo
Taille de l'échantillon et taux de réponse	L'échantillon comporte 4 000 entreprises, dont toutes comportent un établissement interrogé dans l'enquête trimestrielle Acemo. Les entreprises de 2 000 salariés ou plus sont interrogées exhaustivement. Le taux de réponse moyen est de 75 %.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Annuelle.
Année de collecte	1999 à 2005.
Mode de collecte	Enquête par voie postale
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des salaires et des conventions salariales (D-SCS)
Dernières publications	2006-09.1 Brizard A., (Dares) « L'individualisation des hausses de salaire de base en 2004 : près de six salariés sur dix concernés », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Salaires
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Enquête Acemo sur les effets de la revalorisation du Smic et les garanties mensuelles de rémunération de 2003 à 2005

Thème	Rémunérations
Unité statistique enquêtée	Entreprises
Objectifs principaux	Cette enquête a pour objectif le dénombrement du nombre de salariés bénéficiant de la revalorisation du Smic horaire ou des garanties mensuelles de rémunération au 1er juillet de chaque année. Ses résultats sont destinés à préparer le rapport du gouvernement à la Commission nationale de la négociation collective (CNNC) sur les conditions économiques générales. La Dares utilise par ailleurs ces informations pour établir un diagnostic sur l'impact des hausses sur le coût du travail et sur les finances publiques.
Champ	Entreprises situées en France métropolitaine (toutes tailles). Sont exclues les entreprises d'activité principale et de catégorie juridique suivantes : agriculture, administration, syndicats de copropriété, associations de loi 1901 de l'action sociale, activités des ménages et activités extraterritoriales.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête Acemo Smic.
Taille de l'échantillon et taux de réponse	L'échantillon comporte 15 000 entreprises. Le taux de réponse moyen est de 70 %.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Annuelle
Année de collecte	2003 à 2005
Mode de collecte	Enquête postale.
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des salaires et des conventions salariales (D-SCS)
Dernières publications	2005 - 26.1, Séguin S. (Dares), « Les bénéficiaires de la revalorisation du Smic et des garanties mensuelles au 1er juillet 2004 », *Premières Informations*, Dares.
Mots clefs	Salaires
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Enquête Acemo Smic (volet annuel de l'enquête Acemo trimestrielle) depuis 2006

Thème	Rémunérations
Unité statistique enquêtée	Etablissements
Objectifs principaux	Cette enquête est un module spécifique, réalisé une fois dans l'année, et couplé à l'enquête trimestrielle (au 3e trimestre entre 2006 et 2009, au 1er trimestre à partir de 2010). Le volet Smic de l'enquête trimestrielle Acemo vise à dénombrer chaque année le nombre de salariés bénéficiaires de la revalorisation du Smic, ainsi qu'à répartir ces derniers par taille d'entreprise, secteur d'activité ou branche professionnelle. Couplé aux données issues de l'enquête Acemo sur les petites entreprises, ce volet permet de calculer une proportion de bénéficiaires de la revalorisation du Smic, toutes tailles d'entreprises confondues.
Champ	Etablissements des entreprises de 10 salariés ou plus, situés en France métropolitaine. Sont exclus les établissements d'activité principale et de catégorie juridique suivantes : agriculture, administration, syndicats de copropriété, associations de loi 1901 de l'action sociale, activités des ménages et activités extraterritoriales.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête trimestrielle Acemo. Enquête sur les effets de la revalorisation du Smic et les garanties mensuelles de rémunération
Taille de l'échantillon et taux de réponse	L'échantillon comporte 34 000 établissements. Les établissements de 250 salariés ou plus sont interrogés exhaustivement. Ceux de moins de 250 salariés sont interrogés par sondage et l'échantillon est renouvelé par quart chaque année. Le taux de réponse moyen est de 80 %.
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Annuelle : au 3e trimestre de chaque année jusqu'en 2009 ; au 1er trimestre de chaque année depuis 2010
Année de collecte	Depuis 2006
Mode de collecte	Enquête postale.
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des salaires et des conventions salariales (D-SCS)
Dernières publications	2011 - 74, Jauneau Y., Martinel L., (Dares) « Les bénéficiaires de la revalorisation du Smic au 1er janvier 2011 », *Dares Analyses*, septembre.
Mots clefs	Salaires
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Santé et sécurité au travail

Retour sommaire

Santé et itinéraire professionnel (SIP) 2007 - 2010

Thème	Santé et sécurité au travail
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	L'enquête vise à explorer en population générale les dynamiques de santé liées aux caractéristiques des parcours professionnels et des conditions de travail. La première vague de l'enquête consiste en une reconstitution rétrospective du parcours, des principaux changements de l'état de santé au regard des situations de travail décrites dans leurs durées et leurs discontinuités, et en retour, de l'incidence de l'état de santé au sens le plus large sur le parcours professionnel des personnes. Pour pallier les limites inhérentes à tout questionnement rétrospectif (effets de mémoire, rationalisation *a posteriori* des événements vécus), le comité scientifique a recommandé de combiner l'interrogation rétrospective à une démarche longitudinale en interrogeant à deux reprises sur la situation immédiate : en 2007 et 2010. Un second objectif a été assigné à la seconde vague, celui d'un approfondissement du questionnement sur les risques psychosociaux au travail, compte tenu de l'évolution de la demande sociale de connaissance de ce type de risque.
Champ	Personnes vivant en ménage ordinaire, en France métropolitaine, âgées de 20 à 74 ans à la date de la première vague de l'enquête. Un échantillon complémentaire d'individus en emploi, vivant en ménage ordinaire, en France métropolitaine, y a été adjoint pour la deuxième vague. Il autorise notamment une interrogation plus précise des actifs de moins de 24 ans.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	13 669 personnes ont répondu lors de la première vague (soit un taux de réponse de 76 %). Parmi elles, 11 000 personnes ont été réinterrogées en 2010 (soit un taux de réponse de 81 %). 2 500 personnes ont complété cette échantillon en 2010.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	1ère vague : novembre 2006 - janvier 2007 2ème vague : octobre - décembre 2010
Mode de collecte	Entretiens en face à face et autoquestionnaire
Documents de collecte en ligne	Questionnaire 2006 Grille biographique 2006 Autoquestionnaire 2006 Guide de collecte 2006 Questionnaire 2010 Guide de collecte SIP 2010
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des conditions de travail et santé (D-CTS)
Premières publications	2011 - 020, Coutrot T., Rouxel C., (Dares) « Emploi et santé des seniors durablement exposés à des pénibilités physiques au cours de leur carrière : l'apport de l'enquête Santé et itinéraire professionnel », *Dares Analyses*, mars. 2010 - 081, Coutrot T. (Dares), Mermilliod C. (Drees), « Les risques psychosociaux au travail : les indicateurs disponibles », *Dares Analyses*, décembre. 2010 - 001, Coutrot T., Rouxel C. (Dares), Bahu M., Herbet J.-B., Mermilliod C. (Drees), « Parcours professionnels et état de santé », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Conditions de travail - Santé au travail - Emploi - Chômage
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

Surveillance médicale des risques professionnels (Sumer) 2010

Thème	Santé et sécurité au travail
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	L'enquête Sumer 2010 vise à : - décrire l'ensemble des expositions liées aux postes de travail (ambiances et contraintes physiques, contraintes organisationnelles et relationnelles, agents biologiques ou produits chimiques) auxquelles sont soumis les salariés, - caractériser ces expositions (durée et intensité), - décrire les protections collectives ou individuelles mises en place par les entreprises. Dans ce but sont abordées à la fois les contraintes organisationnelles et relationnelles, les ambiances et les contraintes physiques, et l'exposition à des agents biologiques et à des produits chimiques. Par ailleurs, un autoquestionnaire proposé à tous les salariés enquêtés porte notamment sur la vision qu'a le salarié de son travail, tant sur les risques psychosociaux au travail (questionnaires de Karasek et de Siegrist), que sur la relation santé-travail, la satisfaction au travail, les accidents, les arrêts maladies et les comportements de maltraitance dans le cadre du travail. Une partie de l'autoquestionnaire porte sur la santé perçue (mini-module européen et questionnaire HAD).
Champ	Salariés surveillés par la médecine du travail du régime général et de la Mutualité sociale agricole, ainsi que les salariés d'Air France, de la SNCF, d'EDF GDF, de La Poste et des hôpitaux publics, auxquels s'ajoutent les salariés de la RATP, les gens de mer et une partie des fonctionnaires de l'État et des collectivités territoriales.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Echantillon de 54 000 salariés ; taux de réponse de 89 %
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Environ tous les 7 ans
Année de collecte	Janvier 2009 - Mai 2010
Mode de collecte	Questionnaire rempli par le médecin du travail - Autoquestionnaire proposé au salarié enquêté.
Documents de collecte en ligne	Questionnaire principal Autoquestionnaire Guide de collecte Erratum guide de collecte
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des conditions de travail et santé (D-CTS)
Premières publications	2012- 023, Arnaudo B., Léonard M., Sandret N. (Direccte), Cavet M., Coutrot T., Rivalin R. (Dares), « L'évolution des risques professionnels dans le secteur privé entre 1994 et 2010 : premiers résultats de l'enquête Sumer », *Dares Analyses*, mars.
Mots clefs	Santé au travail - Conditions de travail
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Surveillance médicale des risques professionnels (Sumer) 2003

Thème	Santé et sécurité au travail
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	L'enquête Sumer 2003 vise à : - décrire l'ensemble des expositions liées aux postes de travail (ambiances et contraintes physiques, contraintes organisationnelles et relationnelles, agents biologiques ou produits chimiques) auxquelles sont soumis les salariés ; - caractériser ces expositions (durée et intensité) ; - décrire les protections collectives ou individuelles mises en place par les entreprises. Dans ce but sont abordées à la fois les contraintes organisationnelles et relationnelles, les ambiances et les contraintes physiques, et l'exposition à des agents biologiques et à des produits chimiques. Par ailleurs, un autoquestionnaire proposé à un salarié enquêté sur deux porte sur la vision qu'a le salarié de son travail, tant sur les risques psychosociaux au travail (questionnaire de Karasek), les accidents, les arrêts maladies, la satisfaction au travail, la relation santé-travail, la santé perçue et les comportements de maltraitance dans le cadre du travail.
Champ	Salariés surveillés par la médecine du travail du régime général et de la Mutualité sociale agricole, auxquels s'ajoutent les salariés d'Air France, de la SNCF, d'EDF GDF, de La Poste et des hôpitaux publics.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Echantillon de 56 000 salariés ; taux de réponse de 89 %
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Environ tous les 7 ans
Année de collecte	2002 - 2003
Mode de collecte	Questionnaire rempli par le médecin du travail - Autoquestionnaire proposé à un salarié sur deux.
Documents de collecte en ligne	Questionnaire principal et autoquestionnaire Guide de collecte
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des conditions de travail et santé (D-CTS)
Premières publications	2005 - 28.1, Guignon N. (Dares), Dr Sandret N. (DRTEFP-IDF), Vincent R. (INRS), « Les expositions aux produits cancérogènes », *Premières Synthèses*, Dares. 2004 - 52.1, Dr Arnaudo B., Dr Magaud-Camus I., Dr Sandret N. (DRT-IMTMO), Coutrot T., Floury M.-C., Hamon-Cholet S., Waltisperger D. (Dares), « L'exposition aux risques et aux pénibilités du travail de 1994 à 2003 », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Santé au travail - Conditions de travail
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

Surveillance médicale des risques professionnels (Sumer) 1994

Thème	Santé et sécurité au travail
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	L'enquête Sumer de 1994 vise à : - décrire l'ensemble des expositions liées aux postes de travail (ambiances et contraintes physiques, contraintes organisationnelles et relationnelles, agents biologiques ou produits chimiques) auxquelles sont soumis les salariés ; - caractériser ces expositions (durée et intensité) ; - décrire les protections collectives ou individuelles mises en place par les entreprises. Dans ce but sont abordées à la fois les contraintes organisationnelles et relationnelles, les ambiances et les contraintes physiques, et l'exposition à des agents biologiques et à des produits chimiques.
Champ	Salariés surveillés par la médecine du travail du régime général et de la Mutualité sociale agricole
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	48 000 salariés
Enquête répétée	Oui
Si oui, périodicité	Environ tous les 7 ans
Année de collecte	Juin 1994 - Juin 1995
Mode de collecte	Questionnaire rempli par le médecin du travail.
Documents de collecte en ligne	Questionnaire
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des conditions de travail et santé (D-CTS)
Premières publications	A partir de cette page, vous pouvez accéder aux différentes publications par type de nuisance (contraintes organisationnelles, contraintes physiques, agents biologiques, produits chimiques) : http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr/etudes-recherche-statistiques-de,76/statistiques,78/conditions-de-travail-et-sante,80/les-enquetes-surveillance-medicale,1999/2099,2099/sumer-1994-fiches-par-nuisance,14390.html
Mots clefs	Santé au travail - Conditions de travail
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Temps de travail

Retour sommaire

Enquête Acemo sur l'organisation du temps de travail 2007

Thème	Temps de travail
Unité statistique enquêtée	Etablissements
Objectifs principaux	L'objectif de l'enquête est de mesurer les changements dans l'organisation du temps de travail amenés par les réformes intervenues depuis 2003 en matière notamment d'heures supplémentaires, de recours au compte épargne temps et au régime du forfait en jours, et d'étudier le recours combiné aux différents instruments de flexibilité de la durée du travail face aux fluctuations d'activité des entreprises.
Champ	Etablissements de plus de 10 salariés des entreprises de plus de 10 salariés des secteurs concurrentiels non agricoles en France métropolitaine.
Lien avec d'autres enquêtes	Sous-échantillon de l'enquête Acemo trimestrielle
Taille de l'échantillon et taux de réponse	7 550 établissements interrogés. Taux de réponse : 75 %.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	2007 (sur l'année 2006).
Mode de collecte	Enquête postale.
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des relations professionnelles et temps de travail (D-RPTT)
Premières publications	Contribution au Rapport au Parlement sur la mise en œuvre de l'article 1 de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat relatif aux exonérations de charges sur les heures supplémentaires. 2010 - 029, Chagny O., Zilberman S. (Dares), Gonzales L. (Insee), « Recours aux heures supplémentaires et complémentaires et rachats de jours de RTT durant les premiers mois de mise en œuvre des lois relatives au pouvoir d'achat », *Dares Analyses*, mai.
Mots clefs	Durée du travail - Aménagement du temps de travail
Données disponibles au centre Quetelet	Non

L'évolution du recours aux heures supplémentaires et complémentaires et les pratiques de rachat des jours de congés auprès des salariés 2010

Thème	Temps de travail
Unité statistique enquêtée	Individus
Objectifs principaux	Cette enquête vise à appréhender la perception par les salariés des dispositifs d'allongement du temps de travail tels que le recours aux heures supplémentaires ou complémentaires et les pratiques de rachat des jours de congés, favorisés notamment par les lois sur le pouvoir d'achat d'août 2007 (Tepa) et février 2008 ; ainsi que l'impact de ces mesures sur leurs rémunérations.
Champ	Les salariés non intérimaires d'entreprises de toutes tailles des secteurs concurrentiels non agricoles situées en France métropolitaine.
Lien avec d'autres enquêtes	Enquête complémentaire à l'enquête sur le même thème réalisée auprès d'employeurs en 2008
Taille de l'échantillon et taux de réponse	Base de sondage : DADS 2008. 22 100 adresses activées. Recherche des coordonnées téléphoniques. 6 670 répondants (30 %), dont 5 453 dans le champ. 13 410 adresses sans n° de téléphone retrouvé ou avec faux n°, 856 refus ou abandons, 1 164 injoignables.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	2010
Mode de collecte	Téléphonique
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des relations professionnelles et temps de travail (D-RPTT)
Premières publications	2011 - 054, Demoly E., (Dares) « Heures supplémentaires et rachat de jours de congés : les dispositifs d'allongement du temps de travail vus par les salariés », *Dares Analyses*, juillet.
Mots clefs	Durée du travail - Aménagement du temps de travail
Données disponibles au centre Quetelet	Oui

L'évolution du recours aux heures supplémentaires et complémentaires par les entreprises 2008

Thème	Temps de travail
Unité statistique enquêtée	Etablissements et entreprises.
Objectifs principaux	Cette enquête vise à contribuer à l'évaluation de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (Tepa) et de la loi du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat (Pa) et plus particulièrement leurs dispositions relatives aux heures supplémentaires et complémentaires et au rachat de jours de congés.
Champ	Etablissements de plus de 10 salariés des entreprises de plus de 10 salariés et entreprises de moins de 10 salariés des secteurs concurrentiels non agricoles en France métropolitaine.
Lien avec d'autres enquêtes	Sous-échantillons de l'enquête Acemo sur l'organisation du temps de travail et de l'enquête Acemo auprès des très petites entreprises.
Taille de l'échantillon et taux de réponse	5 500 établissements et entreprises interrogés. Taux de réponse : 48 %, soit 2 640 établissements et entreprises répondants.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	2008 sur la période d'octobre 2007 à septembre 2008.
Mode de collecte	Enquête téléphonique.
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des relations professionnelles et temps de travail (D-RPTT)
Premières publications	Contribution au « Rapport au Parlement sur la mise en œuvre de l'article 1 de la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat relatif aux exonérations de charges sur les heures supplémentaires ». 2010 - 029, Chagny O., Zilberman S. (Dares), Gonzalez L. (Insee), « Recours aux heures supplémentaires et complémentaires et rachats de jours de RTT durant les premiers mois de mise en œuvre des lois relatives au pouvoir d'achat », *Dares Analyses*, mai.
Mots clefs	Durée du travail - Aménagement du temps de travail
Données disponibles au centre Quetelet	Non

Enquête Acemo sur les pratiques de flexibilité dans les entreprises en 2000

Thème	Temps de travail
Unité statistique enquêtée	Etablissements
Objectifs principaux	L'enquête vise à exposer de manière globale les différentes formes de flexibilité externe et interne afin d'appréhender leur logique d'utilisation, ainsi que leur éventuelle combinaison selon les caractéristiques des fluctuations. Elle comporte une quinzaine de questions permettant de spécifier : - les caractéristiques des fluctuations de l'activité (ampleur, saisonnalité et prévisibilité) et leurs causes ; - les stratégies adoptées par les établissements pour faire face aux pics et aux creux d'activité ; - les motifs d'utilisation des contrats à durée déterminée et de l'intérim ; - l'existence et la mise en œuvre d'un accord de modulation/annualisation ; - la situation à l'égard des 35 heures : au moment de l'enquête la durée légale est encore à 39 heures et les entreprises qui passent à 35 heures le font par anticipation en général pour bénéficier de l'aide incitative ; - l'estimation de l'évolution du volume d'activité dans les deux années à venir.
Champ	Etablissements de 5 salariés ou plus, situés en France métropolitaine. Sont exclus les établissements d'activité principale et de catégorie juridique suivantes : agriculture, administration, syndicats de copropriété, associations de loi 1901 de l'action sociale, activités des ménages et activités extraterritoriales.
Lien avec d'autres enquêtes	Non
Taille de l'échantillon et taux de réponse	L'échantillon comporte 6 000 établissements répondants.
Enquête répétée	Non
Si oui, périodicité	
Année de collecte	2000
Mode de collecte	Enquête par voie postale
Documents de collecte en ligne	
Unité responsable de l'enquête	Dares - Département des salaires et des conventions salariales (D-SCS)
Premières publications	2004 - 33.1, Bunel M., (Irege, Université de Savoie) « Les pratiques de flexibilité en 1999 », *Premières Synthèses*, Dares.
Mots clefs	Salaires
Données disponibles au centre Quetelet	Non